

Arrondissement de Grasse


**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	64	16

N° de la séance : 15

Objet de la délibération : DGA / VSC -
Lutte contre les violences conjugales -
Gestion du Mas Saint Vincent - Projet
social de la structure - Convention de
partenariat avec l'ALFAMIF

<p> Original</p> <ul style="list-style-type: none">Expédition certifiée conforme à l'original <p>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</p> <p>Stéphane PINTRE</p>

N° Enregistrement : CC.2021.086

Date de la convocation : Le 29/06/2021	
Certifié exécutoire compte tenu	
de l'affichage en date du	09 JUL. 2021
de la réception s/Préfecture en date du	09 JUL. 2021
Pour le Président, La Responsable de Service	
	
Corinne SAINTE	

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 05 juillet 2021

L'an deux mil vingt et un et le 05 juillet à 14h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, aux espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Geneviève PIERRAT, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Marika ROMAN, Tanguy CORNEC, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Hassan EL JAZOULI, Isabelle GARCIA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOUI HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Georges VAZIA à Eric CHALVIN, François ZEMA à Aline ABRAVANEL, Marie ANASSE à Christophe FONCK, Simone TORRES-FORET DODELIN à Alexia MISSANA, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Catherine LANZA à Eric CHALVIN, Marc BORIOSI à Jean LEONETTI, Marion MUSSO à Christophe FONCK, Alain BERNARD à Marika ROMAN

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Jean-Pierre MASCARELLI, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Christophe ETORE, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

La Fédération Française des Equipes Saint Vincent de Paul, Association de bienfaisance, était propriétaire du Mas St Vincent, sis 27 Chemin de la Peyregoue à Antibes.

Cette propriété est issue d'une donation de Monsieur Charles AMOURETTO, composée de 3 bâtiments qui intègrent 9 logements (1 T3, 1 T2, 7 Studios), ainsi qu'une salle commune, 2 bureaux, 1 séjour, 1 cuisine commune et caves.

Le Mas St Vincent était ainsi une structure d'hébergement temporaire d'urgence pour les femmes en situation d'exclusion, seules ou avec enfants et/ou victimes de violences.

Depuis 2012 et jusqu'en 2019, la CASA a soutenu financièrement les actions engagées par la Fédération Française des Equipes Saint Vincent de Paul au titre de l'insertion des femmes en situation d'exclusion, au travers de sa structure d'hébergement temporaire d'urgence « le Mas Saint Vincent ».

Au 31 Août 2019, à la suite de dysfonctionnements de la structure, la Fédération a procédé de façon unilatérale à la fermeture du Mas Saint Vincent, impactant fortement l'offre d'hébergement proposable aux femmes victimes de violences sur le territoire de la CASA.

Après des négociations menées en 2020, la CASA a finalement décidé d'acquérir la propriété foncière « Mas Saint Vincent ». Le principe de cette acquisition a ainsi été adopté lors du bureau communautaire en date du 25 janvier 2021 par délibération n° BC.2021.002. L'acte notarié a été signé le 28 mai 2021.

L'acquisition par la CASA du Mas Saint Vincent s'est faite notamment sous réserve du respect de sa vocation sociale, et conformément aux termes de la libéralité consentie par M. AMOURETTO et la volonté du donateur à la Fédération des Equipes Saint Vincent de Paul d'y installer un foyer d'hébergement.

La CASA souhaite maintenir l'offre d'hébergement qui était proposée initialement au sein de cette structure. En effet, il ressort d'un diagnostic local qu'il était nécessaire de consolider l'offre d'hébergement proposée et de fournir un accompagnement global des personnes hébergées. Cet accompagnement a pour objectif de les aider dans leur démarches sociales et juridiques visant leur insertion et leur autonomie.

La CASA tient à s'appuyer sur une association ayant déjà l'expertise de l'accompagnement spécifique des femmes victimes de violences sur son territoire. Ses services ont travaillé avec ceux de l'Etat sur les aspects financiers du fonctionnement de la structure et ce, dans la mesure où l'équilibre financier du Mas Saint Vincent, lorsqu'il était porté par la Fédération Française des Equipes Saint Vincent de Paul, était fragile et reposait pour beaucoup sur l'intervention de bénévoles.

La CASA entend donc confier à l'Association pour le Logement, la Formation, l'Aide Médicale aux Isolés et Familles (ALFAMIF) la gestion du Mas Saint Vincent sur la base d'un projet social qui a été écrit en réponse aux problématiques relevées dans le diagnostic réalisé par ses services.

En accord avec les services de l'Etat, l'ALFAMIF a en effet été identifiée comme ayant l'expertise nécessaire au portage d'un tel dispositif.

Au sein de son Pôle hébergement et logement adapté, et sur le ressort de la CASA (au lieudit « Maison de Jouan » à Vallauris et dans des logement diffus), cette association porte déjà :

- Une structure d'hébergement temporaire en ALT (Allocation Logement Temporaire)
- Un CHRS (Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale)
- Un CHU (Centre d'Hébergement d'Urgence)

Dès 2021, 9 places de CHRS diffus et 9 places de CHU seront redéployées par l'ALFAMIF sur le site du Mas Saint Vincent.

L'Association ALFAMIF accueillera ainsi au sein de cette structure 18 personnes (femmes et enfants victimes de violences).

Conformément au Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) conclu entre l'Etat et l'ALFAMIF pour la période 2021-2025 et à un prochain avenant à ce contrat, les 18 places auront le statut CHRS en 2022.

Toutes les places qui deviendront du CHRS à partir de 2022, et celles qui seront éventuellement rajoutées par la suite, seront labellisées « femmes victimes de violences » et non « tout public ».

Sur la durée du CPOM, la CASA souhaite s'engager par la conclusion d'une convention de partenariat pour accompagner l'association ALFAMIF dans la mise en œuvre du projet social « Mas Saint Vincent », dont le projet est annexé à la présente délibération.

Cet accompagnement garantira l'ambition de proposer aux victimes de violences conjugales et à leurs enfants, non seulement une mise à l'abri dans un lieu sécurisé, mais aussi un accompagnement pluridisciplinaire susceptible de les faire accéder à l'autonomie.

De plus, afin de garantir l'équilibre financier et la pérennité de cette structure, cette convention de partenariat portant sur la gestion du Mas saint Vincent sera complétée :

- par une convention qui prévoira la mise à disposition par la CASA du bien immobilier « Mas saint Vincent » à l'association ALFAMIF ;
- et par une convention annuelle de participation financière au fonctionnement du centre d'hébergement.

Dans le cadre de ce partenariat, et conformément aux statuts de l'association, il est proposé que la CASA assiste aux réunions de l'Assemblée générale en qualité de membre associé. Elle assiste également aux travaux du Conseil d'administration, avec voix consultative.

Madame Sophie NASICA se porte candidate.

Conformément à la loi du 13 août 2004 (art. 142,1) n°2004-809 relatives aux libertés et aux responsabilités locales, Monsieur le Président propose un vote à main levée.

Le Conseil accepte à l'unanimité.

Vu l'avis favorable des membres de la Commission Habitat, Cohésion Sociale et Politique de la Ville réunie le 03 juin 2021 ;

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver le principe d'une convention de partenariat entre la CASA et l'association ALFAMIF portant sur la gestion du Mas Saint Vincent ;
- d'approuver les termes de cette convention de partenariat ainsi que le projet social de la structure, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;

- de désigner Madame Sophie NASICA, Vice-Présidente à l'Habitat et au logement, pour représenter la CASA à l'Assemblée générale et au Conseil d'administration de l'association ALFAMIF en tant que membre associé.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver le principe d'une convention de partenariat entre la CASA et l'association ALFAMIF portant sur la gestion du Mas Saint Vincent ;
- d'approuver les termes de cette convention de partenariat ainsi que le projet social de la structure, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- de désigner Madame Sophie NASICA, Vice-Présidente à l'Habitat et au logement, pour représenter la CASA à l'Assemblée générale et au Conseil d'administration de l'association ALFAMIF en tant que membre associé.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 05 juillet 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

**CONVENTION DE PARTENARIAT
AVEC L'ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT, LA FORMATION, L'AIDE MEDICALE
AUX ISOLEES ET FAMILLES (ALFAMIF)**

PORTANT SUR LA GESTION DU MAS SAINT VINCENT

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté en sa qualité de Président par délibération du Conseil Communautaire en date du 5 juillet 2021 ;

Ci-après désignée **CASA**

ET

L'Association dénommée Association pour le Logement, la Formation, l'Aide Médicale aux Isolés et Familles régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant son siège social à Vallauris Golfe Juan – 3 avenue du Midi, représentée par Monsieur Jean-Pierre BUFFA, agissant au nom et pour le compte de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **ALFAMIF**

EXPOSE

Par délibération n°CC.2006.046 en date du 10 juillet 2006, le Conseil Communautaire de la CASA a approuvé la définition de l'intérêt communautaire en matière d'équilibre social de l'habitat relevant de la compétence de la CASA.

Conformément à ses statuts, l'ALFAMIF a pour objet de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation de précarité :

- Au regard du logement par un hébergement temporaire et un accompagnement socio-éducatif ainsi qu'un soutien psychologique
- Par l'accès aux droits et aux soins pour les publics les plus en difficulté, en menant des actions de prévention et d'éducation à la santé

L'association accueille toutes familles en situation de précarité orientées par les services sociaux du département via le SIAO et prioritairement les femmes enceintes, familles avec enfant de moins de 3 ans, le public RSA et les personnes victimes de violences. Elle aide également au relogement autonome, au maintien dans le nouveau logement et propose des actions collectives.

Depuis plusieurs années, l'ALFAMIF déploie déjà son activité autour de la structure d'accueil temporaire dénommée « Maison de Jouan » et des logements temporaires en diffus situés sur le territoire de la CASA.

Jusqu'au 31 Août 2019, le lieu nommé « Mas Saint Vincent », géré par les équipes de la Fédération Française des équipes Saint Vincent de Paul était une structure d'hébergement temporaire dédiée aux femmes victimes de violences conjugales. La fermeture de cette structure du fait de l'association gestionnaire a diminué l'offre d'hébergement sur le territoire de la CASA.

Après des négociations menées en 2020 avec la Fédération Française des équipes Saint Vincent de Paul, la CASA a finalement acquis la propriété foncière. Cette acquisition a été votée lors du bureau communautaire le 25 janvier 2021.

Conformément aux termes de la libéralité consentie par M. AMOURETTO, donateur originel du bien à la Fédération Française des équipes Saint Vincent de Paul, cette acquisition a été opérée sous réserve du respect de la vocation sociale du Mas Saint Vincent.

La CASA a ainsi souhaité recréer à l'identique l'offre d'hébergement qui y était proposée initialement au sein de cette structure à destination des victimes de violences familiales et/ou intrafamiliales.

Un diagnostic local mené par les deux directions Habitat Logement et Cohésion Sociale de la CASA, et la consultation des partenaires locaux impliqués dans cette thématique ont permis d'identifier le besoin de consolider l'offre d'hébergement par un accompagnement global des personnes hébergées. Cet accompagnement doit avoir pour objectif de les aider dans leurs démarches sociales et juridiques visant leur insertion et leur autonomie.

La CASA a souhaité s'appuyer sur une association ayant déjà l'expertise de l'accompagnement particulier des femmes victimes de violences sur son territoire et s'est également appuyée sur les services de l'Etat pour déterminer les aspects financiers du fonctionnement de la structure à imaginer.

Dans le cadre de ses compétences, la CASA, a souhaité confier à l'ALFAMIF la gestion du Mas Saint Vincent sur la base d'un projet social qui a été écrit en réponse aux problématiques relevées dans le diagnostic réalisé par ses services.

En accord avec les services de l'Etat, l'ALFAMIF a en effet été identifiée comme ayant l'expertise nécessaire au portage d'un tel dispositif.

Au sein de son Pôle hébergement et logement adapté, cette association porte déjà :

- **En ALT** : Une structure d'hébergement temporaire (Allocation Logement Temporaire - ALT) ouverte en mai 1994.

A ce jour, sa capacité d'accueil est de 57 places sur le territoire de la CASA (9 places en semi-collectif à la Maison de Jouan et 48 places en diffus - en cours de redéploiement).

Le public prioritaire accueilli sur ces places se définit comme suit : des ménages issus du territoire de la CASA, des femmes enceintes, des familles avec enfants mineurs.

- **En CHRS** : Le Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale est agréé depuis juin 2006. L'agrément préfectoral de 2019 autorise l'Association à gérer 40 places de CHRS destinées à l'hébergement d'adultes et de familles en difficulté (11 places en semi-collectif à la Maison de Jouan dont 4 réservées à des personnes victimes de violences, 29 places en diffus) ainsi que 20 mesures de CHRS hors les murs dont 5 avec bail glissant.

Le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (**CPOM**) conclu entre l'Etat et l'ALFAMIF pour la période 2021-2025 prévoit, dès 2021, la transformation de 7 places de CHRS diffus en 5 mesures de CHRS hors les murs, portant la capacité d'ALFAMIF à 33 places de CHRS hébergement et 20 mesures de hors les murs.

- **Le CHU** : Un Centre d'Hébergement d'Urgence en cours d'ouverture. Sa capacité d'accueil sera de 41 places (9 places en semi-collectif au Mas Saint Vincent et 32 places en semi-collectif à la Maison de Jouan après déploiement des places ALT sur le diffus).

Dans le cadre du projet Mas St VINCENT, 9 places de CHRS diffus et 9 places de CHU seront redéployées sur ce site en 2021.

L'Association ALFAMIF, accueillera au sein de cette structure 18 personnes (femmes et enfants victimes de violences).

Les 18 places auront le statut CHRS en 2022.

Toutes les places qui deviendront du CHRS à partir de 2022, et celles qui seront éventuellement rajoutées par la suite, seront labellisées « femmes victimes de violences » et non « tout public ».

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION.

Par la présente convention, l'ALFAMIF s'engage, **conformément au projet social annexé à la présente convention**, à mettre en œuvre au sein de la structure du Mas Saint Vincent une mission d'accueil des victimes de violences conjugales et/ou intrafamiliales.

L'action a pour objectif l'accompagnement des victimes de violences conjugales par l'hébergement temporaire.

L'ALFAMIF s'engage à :

- Proposer une mise à l'abri des victimes de violences conjugales ou intrafamiliales avec ou sans enfants,
- Proposer un hébergement immédiat aux femmes victimes de violences sans abri permettant de désengorger les accueils d'urgence saturés notamment les Places d'Accueil d'Urgence (PAU) sur le département des Alpes-Maritimes,

- Proposer un accueil digne à ces victimes et à leurs enfants afin qu'ils puissent se restaurer et se sentir sécurisés,
- Proposer un hébergement temporaire le temps d'évaluer les besoins ainsi que les capacités de ces victimes accueillies à occuper un logement autonome,
- Accompagner et orienter ces personnes, mais également leurs enfants dans les problématiques spécifiques liées aux violences subies,
- Favoriser l'accès au logement autonome chaque fois que possible.

En contrepartie, la CASA s'engage à :

- Mettre à disposition le bien immobilier « Mas Saint Vincent » dont elle est propriétaire.
Le détail des modalités de mise à disposition sera précisé dans une convention ad-hoc,
- Soutenir financièrement l'action pour parvenir à l'équilibre financier de la structure.
Le détail de cet engagement financier sera précisé dans une convention ad hoc établie en fonction des prévisions budgétaires et reconduites en fonction des bilans financiers établis chaque année par l'ALFAMIF,
- Compléter le suivi opéré par l'association ALFAMIF en direction des victimes hébergées par l'action de son service Parenthèse sous la forme d'un accompagnement individuel ou d'actions collectives.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue jusqu'au 31 décembre 2025 (durée du CPOM).

Durant cette période, l'ALFAMIF s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution de ses statuts.

ARTICLE 3 : ASSURANCE

L'association reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la CASA.

ARTICLE 4 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRE ET FINALE

L'Association s'engage à produire auprès de la CASA un bilan intermédiaire et un bilan annuel du projet qui lui est confié.

4.1 Bilan intermédiaire

ALFAMIF s'engage à fournir avant le 31 juillet de l'année N un bilan d'ensemble quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis ci-dessous :

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de candidatures reçues, origines des orientations
- Nombre d'admissions
- Nombre de relogements
- Nombre d'enfants pris en charge
- Evaluation chiffrée des actions collectives

Indicateurs qualitatifs :

- Motif de la demande (adéquation entre le public reçu et la mission)
- Typologie du public à l'entrée de la structure / et à la sortie
- Durée moyenne d'hébergement
- Motif de la sortie
- Modalités de logement
- Projet personnalisé mis en place avec l'utilisateur
- Actions collectives
- Démarches de qualité de l'établissement (pratiques professionnelles)
- Listing des partenaires locaux sollicités

4.2 Bilan final – Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera réalisée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par ALFAMIF, au plus tard le 31 mars de l'année N+1.

La CASA procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de bonne réalisation de ce partenariat dans le cadre d'un comité de suivi, organisé si possible avec l'ensemble des partenaires financiers.

L'évaluation des conditions de réalisation de ce partenariat porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

Par ailleurs, et conformément aux statuts de l'ALFAMIF, la CASA participera aux travaux de l'association en tant que **membre associé**. A ce titre, la CASA pourra assister aux travaux du Conseil d'Administration avec voix consultative et participer aux Assemblées générales ordinaires. L'ALFAMIF invitera la CASA aux réunions du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale et lui transmettra les comptes-rendus ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

L'ALFAMIF devra mentionner la participation de la CASA dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 5 : CONTROLE DE LA CASA

L'ALFAMIF s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la CASA de la réalisation des objectifs. A cet effet, l'ALFAMIF mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

ARTICLE 6 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour ALFAMIF
Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis
Le Président,

Jean-Pierre BUFFA

Jean LEONETTI



A.L.F.A.M.I.F

3, avenue du midi – 06220 GOLFE JUAN

☎ 04.93.63.36.26 - ☎ 04.93.63.36.27

Association pour le Logement, la Formation, l'Aide Médicale, aux Isolés et Familles

PROJET SOCIAL MAS ST VINCENT



Validé en Conseil d'administration le xxxxx

Soumis au Comité social économique le 24/05/2021

Soumis à consultation du CVS le xxxxx

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
I. PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION	4
A. ALFAMIF, son évolution au fil du temps.....	4
B. ALFAMIF, une Association spécialisée dans l'accompagnement des publics en difficulté.....	4
C. La situation géographique des structures	7
D. Les ressources humaines	7
E. Un partenariat étoffé	8
II. LE MAS SAINT VINCENT, UN ÉTABLISSEMENT DÉDIÉ DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES	11
A. Le Mas Saint Vincent.....	11
B. Le public accueilli	12
C. L'offre de service du Mas Saint Vincent : 9 places de CHRS et 9 places de CHU	15
D. La participation de la personne accueillie	29
III. ALFAMIF, UNE ASSOCIATION EN PLEINE ÉVOLUTION	30
A. L'ouverture d'une Pension de famille.....	30
B. La transformation des places du CHU en place CHRS.....	30
C. L'aménagement du Mas St VINCENT	31
D. Une volonté de mutualiser les ressources internes de l'Association	31
E. ALFAMIF et l'accompagnement au changement.....	31

INTRODUCTION

Le Mas Saint Vincent, anciennement un centre d'hébergement temporaire en ALT, était dédié à l'accueil et à l'accompagnement de femmes victimes de violences. La structure a fermé ses portes fin août 2019. La Communauté d'agglomération de SOPHIA ANTIPOLIS (CASA), ayant une forte volonté de remettre en place le dispositif, a racheté les locaux situés à ANTIBES.

L'Association ALFAMIF, sollicitée pour reprendre cette action, accueillera au sein de cette structure 18 femmes victimes de violences en Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) de 9 places et en Centre d'hébergement d'urgence (CHU) de 9 places. Les 18 places auront le statut CHRS en 2022.

L'objectif de ce dispositif est de :

- Proposer une mise à l'abri de femmes victimes de violences avec ou sans enfants
- Proposer un hébergement immédiat aux femmes victimes de violences sans abri permettant de désengorger les accueils d'urgence saturés notamment les Places d'Accueil d'Urgence (PAU) sur le département des Alpes-Maritimes
- Proposer un accueil digne à ces femmes et à leurs enfants afin qu'ils puissent se restaurer et se sentir sécurisés
- Proposer un hébergement temporaire le temps d'évaluer les besoins ainsi que les capacités de ces femmes accueillies à occuper un logement autonome
- Accompagner et orienter ces femmes, mais également leurs enfants dans les problématiques spécifiques liées aux violences subies
- Favoriser l'accès au logement autonome chaque fois que possible.

I. PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION

A. ALFAMIF, son évolution au fil du temps

L'Association ALFAMIF est présente sur le territoire de la CASA depuis sa création en 1992. Dès ses débuts, elle s'est engagée dans l'accès et le maintien dans le logement de personnes en difficulté sociale. Progressivement, elle a obtenu les habilitations (gestion de l'Allocation logement temporaire – ALT) et agréments (Centre d'hébergement et de réinsertion sociale – CHRS) qui ont apporté une reconnaissance de son action, mais aussi qui ont stabilisé sa situation budgétaire, lui permettant d'envisager l'avenir plus sereinement. Le modèle choisi par les fondateurs s'appuyait sur une expérience menée au Canada à savoir les « Maisons de transition » qui permettent à des sortants de prison de réapprendre la vie en société et de se réinsérer, avec pour support un collectif, et d'apprendre ou de réapprendre à « habiter » grâce à un hébergement individuel. Un des champs sur lequel s'appuyait l'accompagnement était l'accès à la santé.

Depuis, en raison de l'évolution de son public (davantage des familles à ce jour) et des pratiques qui traversent le secteur, l'Association s'est progressivement professionnalisée et restructurée.

Force est de constater que le secteur de l'hébergement est en profonde mutation et ce à l'aulne de plusieurs ambitions dont celle d'optimiser l'accès et le maintien dans le logement, qu'il soit adapté ou accompagné, pour les publics en difficulté sociale.

L'Association ALFAMIF s'inscrit activement dans ces nouvelles perspectives qui sont au cœur des politiques publiques et plus particulièrement dans la philosophie du Logement d'abord, parce qu'elle a à cœur d'apporter des réponses aux besoins du public sur son territoire comme elle l'a toujours fait.

Le CHRS géré par l'Association a été agréé en 2006 et a connu de nombreuses évolutions : augmentation de sa capacité, création de places en diffus, création de mesures d'accompagnement hors les murs dont certaines assorties d'un bail glissant.

B. ALFAMIF, une Association spécialisée dans l'accompagnement des publics en difficulté

Depuis ses origines, l'Association s'est donnée pour objectif la réinsertion sociale et professionnelle de publics en difficulté afin de reloger de façon pérenne les personnes et familles accueillies au sein de la structure.

Ses missions se déclinent comme suit :

- Lutter contre l'exclusion sociale.
- Accueillir toute personne en situation de rupture de logement.
- Favoriser l'accès aux soins et aux droits liés à la santé.
- Héberger en individuel au sein de la structure ou en logements diffus.
- Proposer un accompagnement socio-éducatif et un soutien psychologique.
- Proposer des actions collectives.
- Accompagner le relogement autonome et le maintien dans le nouveau logement.

L'Association gère deux pôles :

➤ **Le Pôle hébergement et logement adapté :**

L'expérience de l'Association dans le champ de l'hébergement a permis à cette dernière de multiplier la typologie des prises en charge et d'étendre donc son offre de service. L'Association s'est voulue ambitieuse, recherchant constamment à diversifier ses accompagnements et développer les compétences des professionnels afin de proposer un accompagnement de qualité. De plus, l'Association a su s'appuyer sur son expérience et ses compétences pour les mettre au service de projets innovants.

- **L'ALT** : Une structure d'hébergement temporaire (Allocation logement temporaire - ALT) ouverte en mai 1994. A ce jour, sa capacité d'accueil est de 57 places sur le territoire de la CASA (9 places en semi-collectif à la Maison de Jouan et 48 places en diffus - en cours de redéploiement). Le public prioritaire accueilli sur ces places se définit comme suit : des ménages issus du territoire de la CASA, des femmes enceintes, des familles avec enfants mineurs.
- **Le CHRS** : Le Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale est agréé depuis juin 2006. L'agrément préfectoral N°2019-1029 du 30 décembre 2019 autorise l'Association à gérer 40 places de CHRS destinées à l'hébergement d'adultes et de familles en difficulté (11 places en semi-collectif à la Maison de Jouan dont 4 réservées à des personnes victimes de violences, 29 places en diffus) ainsi que 20 mesures de CHRS hors les murs dont 5 avec bail glissant.

Le CPOM de 2021/2025 prévoit, dès 2021, la transformation de 7 places de CHRS diffus en 5 mesures de CHRS hors les murs portant la capacité d'ALFAMIF à 33 places de CHRS hébergement et 20 mesures de Hors les murs.

- **Le CHU** : Un Centre d'Hébergement d'Urgence en cours d'ouverture. Sa capacité d'accueil sera de 41 places (9 places en semi-collectif au Mas Saint Vincent et 32 places en semi-collectif à la Maison de Jouan après déploiement des places ALT sur le diffus).

Dans le cadre du projet Mas St VINCENT, 9 places de CHRS diffus et 9 places de CHU seront redéployées.

En 2022, le Mas ST VINCENT sera transformé en CHRS urgence.

- **La Pension de famille** : Son ouverture est prévue pour avril 2021. Elle accueillera 10 parents isolés dont les enfants sont placés par décision judiciaire auprès des services de l'Aide Sociale à l'Enfance.
- **L'Espace « Parents/Enfants »** : Cet espace a pour mission principale le soutien à la parentalité. La mise en place d'ateliers animés par une équipe pluridisciplinaire de professionnels sur des thématiques liées à la parentalité est une plus-value importante dans l'accompagnement proposé aux différents usagers de l'Association.

➤ **Le Pôle Santé Solidarité :**

Il a été inauguré en janvier 2009 et se situe au 9, Rue du Docteur Sénés à VALLAURIS. Véritable service de proximité, son public est principalement issu des quartiers prioritaires de la ville.

- **L'accès aux droits et à la santé :** Le Pôle santé solidarité a pour mission entre autres de favoriser l'accès à la santé. Des bilans de santé sont proposés afin d'évaluer les besoins médicaux des personnes reçues et d'effectuer des orientations adaptées à ces besoins. De plus, des ateliers relatifs à la santé sont régulièrement animés par le Pôle santé solidarité.
- **1,2,3, santé ! :** Ce projet a pour objectif de faciliter le décryptage du langage de la santé et l'accès aux soins. Plusieurs ateliers seront proposés aux publics accueillis sur le Pôle Santé Solidarité mais également sur le Pôle Hébergement. La finalité de ces ateliers est la bonne connaissance par le public des différents organismes en lien avec la santé et de leurs missions.
- **La prévention contre l'exclusion numérique :** Le Pôle santé solidarité œuvre chaque jour contre la fracture numérique dont peut souffrir le public reçu. En effet, les Agents d'accueil accompagnent les personnes reçues pour les démarches numériques liées à la santé (prise de rendez-vous sur internet, création de compte AMELI, numérisation de documents pour la CPAM...). Un ordinateur en libre accès est mis à disposition à cet effet, avec si besoin l'accompagnement d'un Agent d'accueil.
- **L'Atelier Santé Ville :** Depuis 2019, le Pôle santé solidarité anime l'Atelier Santé Ville de VALLAURIS. L'Association a, dans ce cadre, été sollicitée pour mener en collaboration avec l'Institut d'enseignement supérieur de travail social (IESTS) de Nice un diagnostic territorial santé du territoire de VALLAURIS.
- **Le Programme de Soutien à la Famille et à la Parentalité :** Le diagnostic territorial santé du territoire de VALLAURIS mené par l'Association a laissé apparaître d'importants besoins du public adolescent (12-16 ans). En effet, ce diagnostic a révélé une augmentation des troubles du comportement et/ou psychiatrique, des conduites à risques chez ces adolescents notamment en lien avec la consommation de produits psychoactifs, mais également l'apparition de pratiques sexuelles à risques. Ainsi, dans le cadre du Projet Territorial en Santé Mentale, l'Association ALFAMIF s'est positionnée comme coordinateur local et porteuse du projet « Programme de Soutien à la Famille et à la Parentalité ».

C. La situation géographique des structures

La « Maison de Jouan » et le siège de l'Association sont situés à VALLAURIS GOLFE-JUAN, à l'ouest du département des Alpes-Maritimes, sur le territoire de la CASA.

Le Mas Saint Vincent est situé quant à lui sur la ville d'ANTIBES.

Les logements extérieurs, dits en diffus en CHRS ou en ALT se situent sur le territoire de la CASA : ANTIBES, VALBONNE, VALLAURIS, BIOT et sur le territoire de CANNES (CANNES LA BOCCA).



D. Les ressources humaines

La Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences se veut ambitieuse dans un souci de qualité de l'accueil et de l'accompagnement des personnes accueillies. L'ensemble des professionnels est qualifié. De plus, l'équipe sociale est pluridisciplinaire, permettant de mutualiser les compétences de chacun des professionnels.

➤ La Direction et le service administratif

La Directrice Générale a pour mission la mise en œuvre de la stratégie associative ainsi que la définition et la déclinaison des axes du projet d'Établissement.

Le service administratif est composé d'une Responsable administrative et RH, et d'un comptable. Compte-tenu de l'augmentation de l'activité, il est envisagé de renforcer l'équipe administrative par le recrutement d'un Responsable financier.

➤ **L'équipe sociale**

La Chef de service a pour mission la mise en œuvre du projet d'établissement et des projets de service. Elle veille à la qualité de l'offre de service proposée.

L'équipe éducative actuelle est composée de :

- 2 Assistantes de service social
- 2 Éducatrices spécialisées
- 2 Conseillères en économie sociale et familiale
- 1 Hôte pour la Pension de famille
- 1 Psychologue

L'équipe éducative met en place l'accompagnement des personnes accueillies en CHRS, en CHU et en ALT ainsi que l'animation des actions collectives dont l'Espace « Parents/Enfants ».

L'Hôte a pour mission l'accueil des résidents de la Pension de famille et leur accompagnement. Sa mission s'axera sur un accompagnement de proximité afin de favoriser l'autonomie des résidents. Un travail sur la parentalité sera également réalisé dans l'objectif de favoriser les liens entre les parents et leurs enfants placés.

Une psychologue mène le suivi psychologique des résidents du CHRS et de l'ALT. Elle coanime les ateliers de l'espace « Parents/Enfants ». Elle conduira l'évaluation psychique des personnes accueillies en CHU, et pourra proposer des orientations vers le soin.

L'équipe du Pôle Santé Solidarité est quant à elle composée d'une Coordinatrice du Pôle actions de santé et de deux Agents d'accueil.

Au vu de l'augmentation de l'activité, seront recrutés dès 2021 :

- 3 Travailleurs Sociaux et 1 Maîtresse de maison pour renforcer l'équipe éducative du CHRS, de l'ALT et du CHU soit 3,6 ETP
- 2 surveillants de nuit tournant sur l'ensemble des dispositifs afin de veiller à la sécurité des personnes et des biens et au bien-être des personnes accueillies sur le temps de nuit qui peut être propice à des inquiétudes, angoisses...

➤ **Le service technique**

Le service technique a pour mission l'entretien du bâti de l'Association et des logements diffus. Il est composé de deux Agents d'entretien et de maintenance et d'un Agent de service. Pour le Mas St VINCENT, il est prévu que l'entretien des locaux soit assuré par une entreprise extérieure. Les agents d'entretien et de maintenance ont également à leur charge le suivi des normes liées à la sécurité (incendie, électricité, gaz...).

E. Un partenariat étoffé

Afin de mener à bien ses missions, l'Association a développé un partenariat très important afin de répondre aux besoins des publics qu'elle accueille. Cela est sous-tendu par l'idée que seul,

nous sommes moins performants qu'ensemble, et par une volonté d'ouverture de l'établissement sur l'extérieur. Il s'agit là d'une autre vision de l'accompagnement qui, de ce fait, est mené conjointement en alliant les compétences et les spécificités de chacun sans se substituer les uns aux autres.

De plus, l'Association s'est concentrée sur la question du parcours de la personne accueillie. Cela implique un travail collaboratif avec l'ensemble des acteurs sociaux ayant été ou étant engagés dans l'accompagnement de la personne accueillie.

Enfin, lorsque vient le moment du relogement et la fin de prise en charge de la personne hébergée, le référent réalise les orientations vers les partenaires sociaux extérieurs nécessaires afin de conserver une stabilité dans sa situation, évitant, entre autres, les ruptures de parcours.

En annexe, la liste (non exhaustive) de nos partenaires.

➤ **L'articulation avec le service PARENTHÈSE**

Le service PARENTHÈSE est un partenaire privilégié de l'Association. En effet, au-delà des 4 places réservées aux victimes de violences au sein de la Maison de Jouan, un grand nombre de femmes victimes de violences sont hébergées par l'Association. Nous travaillons donc en étroite collaboration avec le service PARENTHÈSE afin de proposer l'accompagnement le plus adapté aux femmes victimes de violences au sein de l'Association.

Les personnes ayant subi des violences conjugales ont particulièrement besoin d'être accompagnées sur le plan psychologique en vue de :

- ⇒ Permettre la restauration de soi,
- ⇒ Aborder le traumatisme vécu et ses conséquences,
- ⇒ Échanger avec d'autres femmes ayant été victimes afin de se rendre compte qu'elles ne sont pas seules dans cette situation, échanger des compétences acquises par les unes et les autres pour surmonter cette situation... à l'occasion de-groupes de parole.

De même, l'accompagnement juridique est un des champs majeurs de l'accompagnement à mettre en œuvre.

Le service Parenthèse est un des acteurs partenaires de ces accompagnements spécifiques et spécialisés à destination des personnes accueillies au Mas St VINCENT que ce soit en CHU ou en CHRS.

1 - Les échanges entre la structure Mas Saint Vincent et le service Parenthèse au sujet des situations de personnes hébergées :

- Les personnes accueillies au Mas Saint-Vincent se verront systématiquement proposer une orientation vers le service Parenthèse aux fins de compléter l'accompagnement social par un accompagnement psychologique et juridique dans la démarche d'autonomisation des femmes victimes de violences.
- Un travail de coordination sera engagé entre les deux structures : transmission de fiches de liaison, réunions de synthèse sur les cas individuels par exemple.

2- La mise en œuvre commune d'actions collectives en direction des victimes de violences conjugales

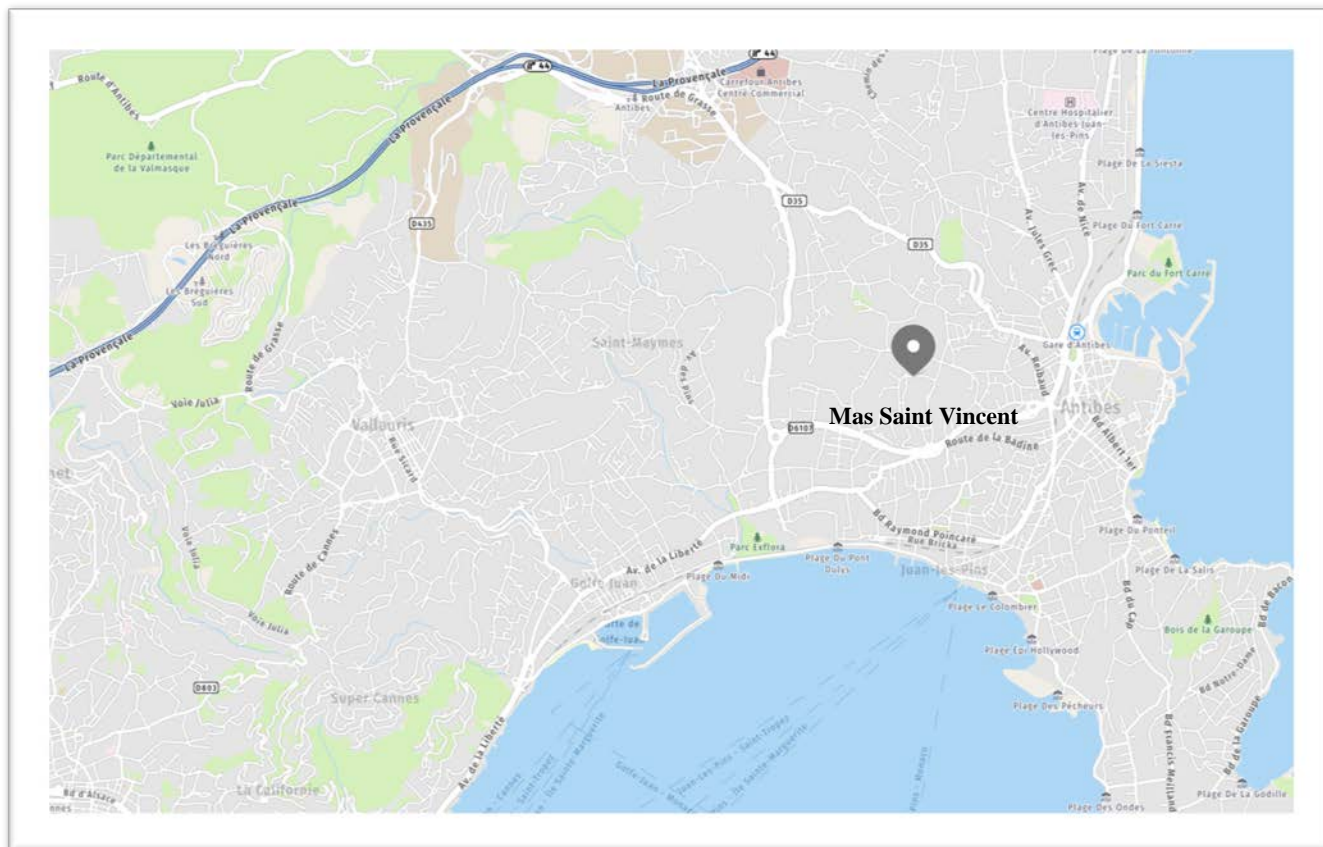
En fonction de l'évolution de l'activité de la structure Mas Saint Vincent et de l'investissement des locaux nécessaires pour cette activité, des actions collectives utiles à l'accompagnement des personnes hébergées au sein de la structure (exemple : groupes de parole, ateliers, réunions partenariales), pourront être mise en œuvre avec le service Parenthèse,

Enfin, une instance de coordination visant à évaluer collectivement l'efficacité des actions réalisées auprès des publics pourra être mise en place, dont la fréquence reste à définir.

II. LE MAS SAINT VINCENT, UN ÉTABLISSEMENT DÉDIÉ DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES

A. Le Mas Saint Vincent

Le « Mas Saint Vincent » est une bâtisse bordée de verdure, composée de plusieurs bâtiments et située à ANTIBES.



Le Mas St VINCENT est divisé en 4 bâtiments :

- Dans le bâtiment A se trouvent une cave en sous-sol, un T2 et un T3
- Dans les bâtiments B et D se trouvent deux studios et une remise
- Dans le bâtiment C se trouvent au sous-sol une chaufferie et deux caves, au rez-de-chaussée deux studios, une salle commune, deux bureaux et un séjour-cuisine commun, ainsi que trois studios au 1^{er} étage.

Les 9 logements permettront l'accueil de femmes isolées et de mères accompagnées d'un ou plusieurs enfants. Ils seront meublés et tout équipés.

Les 18 places du Mas Saint Vincent seront réservées exclusivement à des femmes victimes de violences.

Plusieurs arrêts de bus se trouvent à proximité de l'établissement desservant rapidement le centre-ville d'ANTIBES

La gare SNCF d'ANTIBES se trouve à moins de 3 kilomètres de l'établissement.

B. Le public accueilli

1. Le contexte politique autour de la problématique des violences faites aux femmes

La législation française en matière de lutte contre les violences faites aux femmes s'est intensifiée depuis les années 2000. Il faudra attendre une loi de 1994 pour que la particularité des violences commises au sein du couple ne soit pénalement reconnue¹.

En 2013, la création de la Mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains (MIPROF), illustre parfaitement, la place des luttes contre les violences conjugales au sein des politiques publiques.

La création de structures d'hébergement spécialisées pour accueillir les victimes de violences conjugales, ainsi que la prise en compte de leur statut de victime dans l'attribution de logements sociaux, est une avancée considérable dans la mise à l'abri de ce public. Sont également reconnues public prioritaire à l'accès à un logement social, les femmes menacées de mariage forcé². Cependant, malgré cette prise en compte, le nombre de places réservées à ces femmes reste encore insuffisant.

Le 5^{ème} plan de mobilisation et de lutte contre les violences (2017-2019) avait pour ambition de permettre « à toutes les femmes victimes de violences, d'accéder à leurs droits, le droit d'être protégées, le droit d'être accompagnées, pour sortir des violences et se reconstruire ».

Le 4^{ème} plan de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes prévoyait quant à lui la formation des professionnels pouvant être aux contacts de ces femmes (Travailleurs sociaux, Agents de police, Médecins, Avocats...).

Le Schéma départemental partagé de lutte contre toutes les violences faites aux femmes des Alpes-Maritimes 2017-2020 fait état de cette exigence, réalisée en partie sur le département.

La circulaire du 8 mars 2017 relative à l'accès au logement des femmes victimes de violences ou en grande difficulté rappelle, elle aussi, la nécessité de « former et sensibiliser les acteurs » pouvant être au contact de ces femmes et à la spécificité de leur prise en charge.

2. La prise en compte tardive des femmes victimes de violences accueillies en CHRS

Malgré une hausse constante du nombre de places réservées à ce public, faute de places dédiées, ces femmes sont orientées sur des CHRS traditionnels.

La Cour des comptes a relevé « davantage de femmes et de familles », avec une part des enfants en progression d'environ 40 % en dix ans³, accueillies en CHRS. Ainsi le nombre de femmes victimes de violence avec enfants accueillies a considérablement augmenté.

Il faut préciser que 35 % des CHRS généralistes déclarent accueillir des femmes victimes de violences, dont 70 % sont accompagnées d'enfants⁴.

Les femmes victimes de violences représentent donc une part importante du public accueilli sur des structures d'hébergements temporaires (CHRS, ALT, CHU, PAU...). Cependant, l'accompagnement proposé à une personne victime de violences doit être adapté à son parcours. L'adaptation et la personnalisation de l'accompagnement sont des principes fondamentaux dans l'accueil de personne en difficulté, notamment en CHRS.

¹ L'article 222-13-6 du Code pénal définit un délit spécifique de violences et des peines aggravées dès lors que ces actes sont commis par le conjoint ou le concubin.

² La loi relative à l'égalité et à la citoyenneté du 27 janvier 2017

³ Rapport public annuel de la Cour des comptes, février 2017

⁴ Faire face aux violences conjugales en centre d'hébergement, Le Webzine de la HAS, 05.11.2018

Le référentiel national des prestations du dispositif d'Accueil hébergement insertion (AHI), rédigé par la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL), et édicté par la circulaire du 16 juillet 2010, reprend ce principe d'adaptation de l'accompagnement aux besoins de la personne accueillie.

La circulaire du 8 mars 2017 relative à l'accès au logement des femmes victimes de violences ou en grande difficulté rappelle la nécessité de répondre aux besoins spécifiques de ce public.

La formation des travailleurs sociaux et l'adaptation de l'accompagnement aux besoins des personnes hébergées sont également mentionnées dans plusieurs recommandations de bonnes pratiques professionnelles de la Haute Autorité de Santé (HAS), anciennement Agence Nationale de l'évaluation et de la qualité des Etablissements et services Sociaux et Médico-sociaux (ANESM). La recommandation « Repérage et accompagnement des situations de rupture dans les parcours des personnes accueillies en CHRS », insiste sur l'importance de la formation du personnel notamment sur les violences conjugales et l'accompagnement de ses victimes. Ce principe de formation des professionnels est réaffirmé dans la recommandation du 14 novembre 2017 « Repérage et accompagnement en CHRS des victimes et des auteurs de violences au sein du couple ».

3. La spécificité des besoins du public

Les femmes victimes de violences accueillies en CHU ou en CHRS ont des besoins pouvant être différents du public accueilli traditionnellement sur l'établissement.

En effet, hormis la finalité liée au relogement inhérente à l'accueil en structure d'hébergement, différents axes d'accompagnement doivent permettre à ces femmes de développer ou de recouvrer leur pouvoir d'agir :

- Un travail sur une reprise progressive de confiance en soi est nécessaire. Le traumatisme inhérent aux violences vécues nécessite en effet, un accompagnement psychologique spécifique.

- Un accompagnement à l'insertion sociale, les violences précédemment subies ayant pu les couper de tout lien social voire familial.

- Un accompagnement de ces femmes à recouvrer une indépendance sans la subordination de leur partenaire. En effet, les violences qui ont été exercées à leur encontre sont certes physiques et morales mais des violences économiques entraînant une dépendance de leur part envers leur partenaire sont généralement constatées. Il s'agit également pour la personne victime de violences de retrouver une identité propre de femme.

- L'information sur les droits, l'ouverture des droits ainsi que la gestion budgétaire sont des outils dans l'accompagnement vers l'autonomie. En effet, différents dispositifs d'aide aux victimes de violences conjugales existent, vers qui le travailleur social référent peut orienter l'usager.

- Le soutien à la parentalité représente également une partie considérable dans l'accompagnement. En effet, ces femmes qui vivaient jusque-là sous la tutelle d'un partenaire, représentant le parent « dominant », doivent s'approprier un nouveau rôle de parent. Parfois, ces femmes dont les enfants étaient spectateurs des violences dont elles souffraient, ou en étaient eux-mêmes victimes, ont de grosses difficultés à s'approprier ce nouveau rôle. La gestion quotidienne des tâches domestiques liées aux enfants (préparation des repas, aide aux devoirs, bain ...) exige un soutien important du travailleur social. Des aides humaines (accompagnement d'un Technicien d'Intervention Sociale et Familiale [TISF]), matérielles (matériel de puériculture, prêt de jeux...) et organisationnelles sont régulièrement nécessaires.

4. Les enfants, spectateurs ou victimes des violences

Le Mas Saint Vincent accueillera des femmes isolées mais également des mères accompagnées de leurs enfants. Si, depuis la dernière décennie, le sujet des violences faites aux femmes est devenu politique, permettant une multiplication de projets et de moyens, les enfants spectateurs de ces violences ou parfois victimes eux-mêmes exigent un accompagnement des plus délicats. Dans l'objectif de la prise en compte de ces enfants, les travailleurs sociaux travailleront en articulation avec un ensemble de partenaires (CMPP, équipe pédagogique de l'école, médecin traitant, AEMO, PMI, MSD, Associations proposant une prise en charge spécifique des enfants témoins...), en vue du rétablissement de l'enfant.

5. L'expertise d'ALFAMIF

➤ L'accompagnement à la parentalité

L'Association ALFAMIF s'est depuis sa création en 1992, spécialisée dans l'accompagnement au logement. Elle s'est depuis considérablement diversifiée et a su développer ses compétences. Au fil du temps, le public a évolué laissant place à davantage de familles, mobilisant les différentes compétences des professionnels.

Forte de son expérience dans le champ du soutien à la parentalité, c'est ainsi que l'espace « Parents/Enfants » de l'Association a été créé en 2009.

➤ L'accompagnement de personnes victimes de violences

En 2004, 4 places de CHRS urgence sont réservées à des personnes victimes de violences. Ces places seront transformées en 2017 en places de CHRS insertion.

En 2021, le dispositif national Acsé (porté localement par l'Association ALC) et ALFAMIF ont finalisé un projet par lequel 2 des 4 places de CHRS victimes de violences sont réservées à des personnes victimes de la traite orientés par Acsé. ALFAMIF est la première Association du département à avoir conventionné avec ce dispositif.

Ce partenariat entraînera une montée en compétence de l'équipe sociale sur l'accompagnement des victimes de la traite. Une formation sur cette thématique est prévue au cours de second trimestre de l'année 2021.

ALFAMIF a donc développé des compétences particulières en matière d'accompagnement du public victimes de violences et plus particulièrement des femmes victimes de violences conjugales, accueillies sur les places réservées mais également sur le CHRS traditionnel et l'ALT.

L'Association a su développer de nombreux partenariats (avocat, association, professionnel de santé...) et n'a cessé de se former sur cette problématique.

Enfin, l'Association s'est engagée dans une démarche de montée en compétence de ses salariés et un plan de développement des compétences annuel est réalisé en ce sens. Plusieurs formations sont dispensées à l'équipe sociale sur différentes thématiques permettant un accompagnement de qualité.

C. L'offre de service du Mas Saint Vincent : 9 places de CHRS et 9 places de CHU

1. La procédure d'admission sur les dispositifs

Deux cas de figure sont possible :

- Un besoin d'accueil immédiat en raison d'une situation de danger
- Un accueil qui peut être différé afin de permettre à la personne de se projeter dans un parcours de séparation

➤ L'admission en urgence et la spécificité de la procédure au regard de la problématique

Dans l'objectif de répondre au besoin de mise à l'abri immédiate en raison du danger encouru, la procédure d'admission est spécifique.

Le dossier d'orientation ou dossier SIAO s'il existe est transmis à la Chef de service qui nomme un référent social au sein de l'équipe.

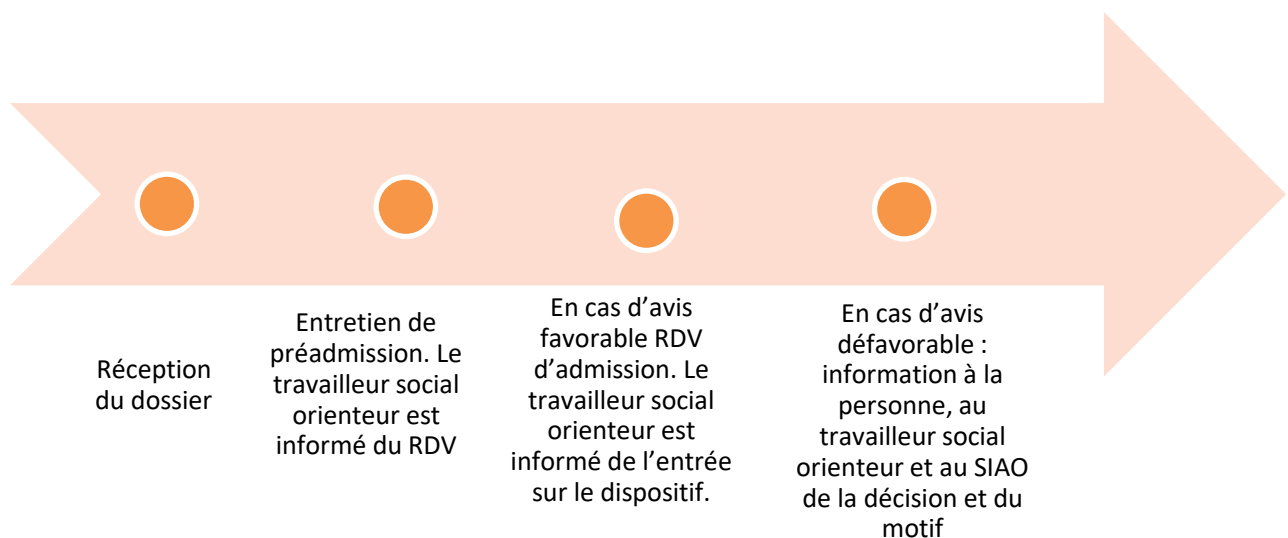
L'accueil est assuré le jour même, en premier recours par le référent nommé sur la situation, en cas d'absence par un autre membre de l'équipe sociale (en dernier ressort par la Chef de service).

Nous soulignons l'importance d'un accueil bienveillant qui permette à la personne d'aborder ou non ce qui l'amène à être hébergée. L'idée est qu'elle puisse rapidement se sentir en sécurité et se repérer au sein de la structure. L'attention doit se porter sur les besoins d'écoute et de contenance mais aussi sur les besoins matériels (linge, colis alimentaire, adaptation du mobilier pour l'accueil d'un bébé...).

Un rendez-vous avec la psychologue de l'Association peut être proposé le cas échéant.

➤ L'admission différée

Notre procédure a été pensée pour favoriser, dans tous les cas, la rapidité des entrées pour répondre à l'urgence des situations.



Un rendez-vous est pris entre la personne demandeuse d'hébergement, la Chef de service et le travailleur social futur référent de la situation.

Le référent prend attache avec le prescripteur de la demande d'hébergement afin de réaliser un point et bénéficier d'un complément d'information si besoin. Le prescripteur peut ponctuellement être invité à l'entretien d'admission.

L'Association ainsi que les modalités d'accueil du dispositif sont présentées par la Chef de service. Le référent social présente quant à lui ses missions dans le cadre de la prise en charge et le travail partenarial en lien avec les orientations à effectuer. Les documents d'accueil sont remis à la personne accueillie (plaquette ALFAMIF de préadmission, livret d'accueil, règlement de fonctionnement).

L'intérêt de cet échange est pluriel. Il permet de déterminer :

- Si les besoins de la personne accueillie correspondent au dispositif sur lequel la demande a été réalisée
- Si la personne a bien compris le dispositif sur lequel elle est orientée et en quoi consiste une prise en charge en Centre d'Hébergement d'Urgence.

Il y a donc une dimension pédagogique importante lors de cet entretien.

Après l'entretien de préadmission, en cas d'avis favorable, un rendez-vous pour l'admission et l'entrée dans l'hébergement est prévu par le référent dans les jours qui suivent.

2. Le Centre d'hébergement d'urgence

a. La réglementation et les missions du CHU

La loi de lutte contre les exclusions⁵, depuis codifiée, a créé les conditions et les procédures permettant de garantir l'accès aux droits des publics en difficulté sociale dont l'accès à un hébergement :

« Dans chaque département est mis en place, sous l'autorité du représentant de l'État, un dispositif de veille sociale chargé d'accueillir les personnes sans abri ou en détresse, de procéder à une première évaluation de leur situation médicale, psychique et sociale et de les orienter vers les structures ou services qu'appelle leur état. »⁶.

Le Conseil d'État a quant à lui reconnu dans un arrêt du 10 février 2012, le droit à l'hébergement d'urgence comme un droit fondamental⁷.

Les Centres d'Hébergement d'Urgence sont donc des structures d'hébergement permettant une mise à l'abri immédiate et offrant différentes prestations.

Ils ont pour mission d'héberger temporairement des personnes sans-abri, en réponse à l'obligation d'hébergement inconditionnel⁸. En effet, l'inconditionnalité de l'accueil est un principe fondamental de l'hébergement d'urgence. Le seul critère de l'accueil est donc celui de

⁵ Loi d'orientation du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions.

⁶ Article L. 345-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

⁷ CE, réf., 10 février 2012, Fofana c/ Ministre des Solidarités et de la cohésion sociale, n°356456

⁸ « Hébergement d'urgence : renforcer le pilotage pour maîtriser les financements » Rapport d'information de MM. Guillaume ARNELL et Jean-Marie MORISSET, Commission des affaires sociales n° 614 (2018-2019) - 26 juin 2019

la détresse sociale⁹. Tous les publics, sans discrimination aucune, doivent pouvoir être informés, accueillis et orientés.

Le public accueilli en CHU est défini par l'article 345-2-2 du CASF¹⁰ comme « *Toute personne sans abri en situation de détresse médicale, psychique ou sociale* ».

Il s'agit donc de mettre à l'abri des personnes en situation de vulnérabilité. Un CHU peut donc accueillir des personnes isolées, en couple ou bien encore des familles, selon la configuration des hébergements disponibles

La situation de sans-abrisme vécue par les personnes accueillies masque des problématiques importantes, qui peuvent se cumuler, ce qui conduit à parler de « poly problématiques ».

L'histoire de ces personnes est souvent jalonnée de carences (affectives, éducatives...), et/ou de traumatismes graves tels que des violences familiales, des abus, des violences conjugales..., qui ont pour conséquence une difficulté à maintenir une situation sociale stable.

Les CHU n'ont pas vocation à s'inscrire dans un accompagnement social global. En effet, leur principale mission est de palier à une situation d'urgence immédiate pouvant se définir par la notion de danger encouru. Ce danger a été défini par le Haut comité pour le logement des personnes défavorisées comme nécessaire pour « *empêcher l'irréparable (la mort, la détérioration irréversible de la santé, l'entrée ou l'enfoncement dans un processus de désocialisation...)* ».

Le profil des personnes accueillies en CHU est souvent très similaire avec celui du public hébergé en CHRS. Cependant, les prestations proposées sont considérablement différentes. En effet, la personne accueillie en CHU bénéficiera d'une évaluation sociale déterminant ses besoins notamment en matière d'hébergement ou de logement. Cette évaluation permettra de déterminer les capacités de la personne hébergée notamment en matière d'autonomie afin de réaliser une orientation vers un dispositif lié au logement (ALT, CHRS, IML, Logement d'abord ...) adapté à ses besoins.

Ainsi, à la fin du premier mois d'hébergement, l'évaluation de la situation aura été effectuée et une synthèse déterminant les orientations préconisées aura été rédigée et transmise aux partenaires concernés (SIAO, prescripteur de la demande).

a. L'orientation

Le public accueilli en CHU est orienté uniquement par la veille sociale en lien avec le SIAO CASA. Ce sont des ménages accueillis en Place d'accueil d'urgence (PAU).

Par ailleurs, le service Parenthèse peut saisir la veille sociale ou le référent SIAO sur le territoire de la CASA directement en cas d'urgence afin d'éviter le PAU qui n'est pas toujours pertinent. Si un dossier SIAO a déjà été établi, il nous est transmis par mail. Dans le cas contraire, nous sont transmis les coordonnées de la personne, du travailleur social référent le cas échéant et une fiche d'orientation.

L'entrée dans l'hébergement finalise la procédure d'admission décrite plus haut. Avant l'installation dans le logement, un entretien est réalisé entre le référent et la personne accueillie. La Chef de service est présente si la situation l'exige. Durant cet entretien, sont repris : les modalités d'accueil (montant de la participation financière, organisation du service...), le contrat de séjour et le règlement de fonctionnement. Les documents sont à nouveau expliqués

⁹ Référentiel AHI

¹⁰ Code de l'Action Sociale et des familles

et sont signés par les différentes parties. Un rendez-vous pour débiter l'évaluation sociale est programmé.

A la suite de cet entretien, l'entrée dans l'hébergement est réalisée. Nous laissons le temps à la personne accueillie de découvrir le logement et de s'y acclimater. Un état des lieux est rédigé et les consignes de sécurité du logement mais également du bâtiment lui sont transmises.

Un mail est adressé à la veille sociale et au référent SIAO du territoire, afin de notifier l'entrée de la personne accueillies dans l'hébergement.

b. Les prestations en CHU

L'offre de service est également définie par l'article 345-2-2 du CASF précisant que « *cet hébergement d'urgence doit lui permettre, dans des conditions d'accueil conformes à la dignité de la personne humaine et garantissant la sécurité des biens et des personnes, de bénéficier de prestations assurant le gîte, le couvert et l'hygiène, une première évaluation médicale, psychique et sociale, réalisée au sein de la structure d'hébergement ou, par convention, par des professionnels ou des organismes extérieurs et d'être orientée vers tout professionnel ou toute structure susceptibles de lui apporter l'aide justifiée par son état, notamment un centre d'hébergement et de réinsertion sociale, un hébergement de stabilisation, une pension de famille, un logement-foyer, un établissement pour personnes âgées dépendantes, un lit halte soins santé ou un service hospitalier.* »

Ces prestations sont notamment définies par le Référentiel national des prestations du dispositif « Accueil – Hébergement – Insertion » de juillet 2010 :

➤ Mettre à l'abri / offrir un chez soi

Il s'agit de proposer un hébergement aux personnes accueillies. L'Association accueillera les femmes orientées sur le dispositif dans des logements meublés et équipés se trouvant dans la structure du Mas de Saint Vincent. Ces conditions d'hébergement permettront à la personne accueillie de se sentir en sécurité, loin des dangers de la violence subie mais également de sécuriser ses biens.

➤ Alimenter

Les appartements, dans lesquels seront hébergés les personnes accueillies, sont tous équipés d'une kitchenette permettant la préparation de repas. De plus, le public hébergé pourra participer à des ateliers collectifs relatifs à la préparation de repas équilibrés qui seront animés dans la cuisine collective du Mas Saint Vincent, dès que les conditions liées à la crise sanitaire le permettront.

Si la personne hébergée ne dispose pas de ressources lui permettant l'achat de denrées alimentaires, des colis alimentaires pourront lui être fournis dans le cadre d'un partenariat avec la Banque alimentaire.

➤ Aide financière

Les personnes accueillies ne percevant aucune ressource pourront bénéficier d'une aide financière en fonction de la composition familiale (à titre indicatif, 30 euros par mois pour une

personne seule). Cette aide permettra dans l'attente d'éventuelles ouvertures de droits et de palier à leurs besoins.

➤ **Aide matérielle**

L'Association mettra à disposition des personnes accueillies un ordinateur et une imprimante pour la numérisation et l'impression de documents dans les bureaux situés au rez-de-chaussée du bâtiment C.

De plus, le Mas Saint Vincent équipera ses hébergements d'une connexion internet en wifi.

➤ **Procurer un accès à l'hygiène et/ou à des soins immédiats**

L'ensemble des appartements est équipé de sanitaires privés permettant aux personnes hébergées de retrouver les gestes quotidiens liés à l'hygiène.

Une buanderie collective se trouvant dans les locaux du Mas Saint Vincent sera à disposition des personnes hébergées.

En l'absence de ressources, la fourniture de produits d'hygiène par le biais de la banque alimentaire pourra être réalisée.

➤ **Evaluer et orienter**

L'article L345-2 du CASF précise qu'une évaluation de la situation médicale, psychique et sociale est réalisée dans le cadre de l'accueil en hébergement d'urgence.

- L'évaluation sociale : Cette évaluation permettra d'établir un diagnostic de la situation sociale de la personne accueillie notamment en lien avec ses ressources et les droits restant à ouvrir, sa situation financière, sa capacité à être relogée, ses besoins en matière de logement...
Un travail en coordination sera nécessaire avec le prescripteur de la demande d'hébergement d'urgence ou le travailleur social de secteur dans la mise en place d'un accompagnement social.
- L'évaluation psychique : elle permettra de questionner la personne accueillie sur ses besoins et son souhait d'être accompagnée par un patricien. Nous travaillerons avec le service PARENTHÈSE, notre partenaire privilégié, sur cette évaluation. Une orientation vers le CMP ou un psychologue de structures partenaires pourra être proposée le cas échéant.
- L'évaluation médicale : L'évaluation de la situation médicale de la personne accueillie par le biais des bilans de santé permettra de déterminer ses besoins en matière de soins et d'accès aux droits liés à la santé. Ce bilan permettra de mettre en lumière les besoins médicaux physiques et d'effectuer des orientations appropriées.

c. La durée d'hébergement

La réglementation des CHU ne prévoit pas de durée d'hébergement maximale mais précise que la durée doit être adaptée à la situation de la personne et que son renouvellement doit être justifié en fonction de ses besoins.

L'article 4 de la loi DALO¹¹ précise que « *Toute personne accueillie dans une structure d'hébergement d'urgence doit pouvoir y demeurer, dès lors qu'elle le souhaite, jusqu'à ce qu'une orientation lui soit proposée. Cette orientation est effectuée vers une structure d'hébergement stable ou de soins, ou vers un logement, adapté à sa situation* ».

Dans une ordonnance du 11 janvier 2013¹², le tribunal administratif a reconnu le « droit au maintien » de la personne dans une structure d'hébergement comme liberté fondamentale.

Les allers-retours entre différents types de prise en charge, fréquents chez les personnes les plus désinsérées, doivent être compris et analysés. Ainsi, un principe de continuité s'applique à la prise en charge en CHU.

L'Association a fait le choix d'établir des contrats de séjour pour une durée de 3 mois renouvelables une fois. L'évaluation menée dès l'entrée permettra d'orienter la personne accueillie vers un dispositif adapté à ses besoins. En effet, l'hébergement en CHU répond à un besoin de mise à l'abri immédiat lié à une situation d'urgence, mais n'a pas vocation à assurer un accompagnement de longue durée.

d. La participation financière

Une participation financière sera demandée pour toutes personnes accueillies percevant des ressources.

Le montant de cette dernière est défini comme suit :

Nombre de personnes hébergées	Montant de la redevance mensuelle
1 personne	45 euros
2 personnes	60 euros
3 personnes	75 euros

Une participation financière symbolique est demandée à hauteur de :

- 5 euros par mois pour le WIFI
- 1 euros par machine à laver.

Cette participation est un premier pas vers la préparation aux charges de la vie courante. Elle a pour effet, d'habituer les personnes hébergées aux paiements en contrepartie de prestations, en vue d'un travail sur la gestion budgétaire nécessaire dans un processus de relogement.

En l'absence de ressources, aucune participation ne sera demandée.

¹¹ Droit Au Logement Opposable

¹² TA Paris, 11 janvier 2013, n°1300311/9

3. Le CHRS

a. La réglementation et les missions du CHRS

Les Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) sont des établissements sociaux et médico-sociaux au sens de l'article L.312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles. Ces établissements sont donc soumis au système de régulation issu de la loi du 02 janvier 2002 (habilitation, convention, tarification et contrôle, évaluation interne/externe).

L'article L.312-1 I. 8° du Code de l'Action sociale et des Familles (CASF) définit les CHRS comme des « *établissements et services comportant ou non un hébergement, assurant l'accueil, notamment dans les situations d'urgence, le soutien ou l'accompagnement social, l'adaptation à la vie active ou l'insertion sociale et professionnelle des personnes ou des familles en difficulté ou en situation de détresse* ».

Les CHRS accueillent et accompagnent « *des personnes et des familles qui connaissent de graves difficultés économiques, familiales, de logement, de santé, d'insertion, en vue de les aider à accéder ou à recouvrer leur autonomie personnelle et sociale* » (art. L.345-1 du CASF).

Le référentiel national des prestations du dispositif d'Accueil-Hébergement-Insertion précise l'étendue des missions liées à l'accueil, l'hébergement et l'insertion notamment en CHRS. Des principes relatifs à l'aide apportée, telles que l'inconditionnalité de l'aide et l'adaptation de l'aide aux besoins ou l'aide favorisant la participation de l'usager, y sont définis. Ce référentiel est donc un support de travail dans l'accompagnement en CHRS.

Les recommandations de bonnes pratiques professionnelles de l'HAS, sont également des documents supports, dans l'accompagnement en CHRS. Elles ont pour but de développer des techniques de travail permettant l'accompagnement le plus adapté. Parmi ces recommandations, nous pouvons citer tout particulièrement « Repérage et accompagnement des situations de ruptures dans les parcours des personnes en CHRS » et « Prise en compte de la santé physique et psychique des personnes accueillies en CHRS ». Ces deux recommandations ont pour objectif d'améliorer l'accompagnement du public. D'autres recommandations ne visant pas spécifiquement les CHRS, peuvent néanmoins être un repère dans l'accompagnement en CHRS. C'est le cas pour la recommandation « Les attentes de la personne et le projet personnalisé ».

La recommandation du 14 novembre 2017 « Repérage et accompagnement en CHRS des victimes et des auteurs de violences au sein du couple » a pour but, entre autres, d'informer sur les spécificités des besoins des personnes victimes de violence : l'accueil, l'accompagnement, les orientations pouvant être effectuées.

b. L'orientation

Le SIAO est le premier acteur de la prise en charge en CHRS. Il sera donc à l'initiative des orientations faites à l'Association sur le dispositif CHRS.

Un rendez-vous est rapidement proposé par la référente pour évoquer avec la personne ses besoins et éventuellement les premières démarches urgentes à mettre en œuvre. Éventuellement, car nous gardons à l'esprit qu'une personne victime de violences n'a pas nécessairement décidé de son projet de vie à ce moment-là. L'urgence pour elle reste de se mettre en sécurité et un temps de réflexion peut être nécessaire.

C'est pourquoi un mois de réflexion est laissé à la personne accueillie afin qu'elle puisse se poser, avant de mettre en place des démarches, sauf si elle en manifeste la volonté expresse.

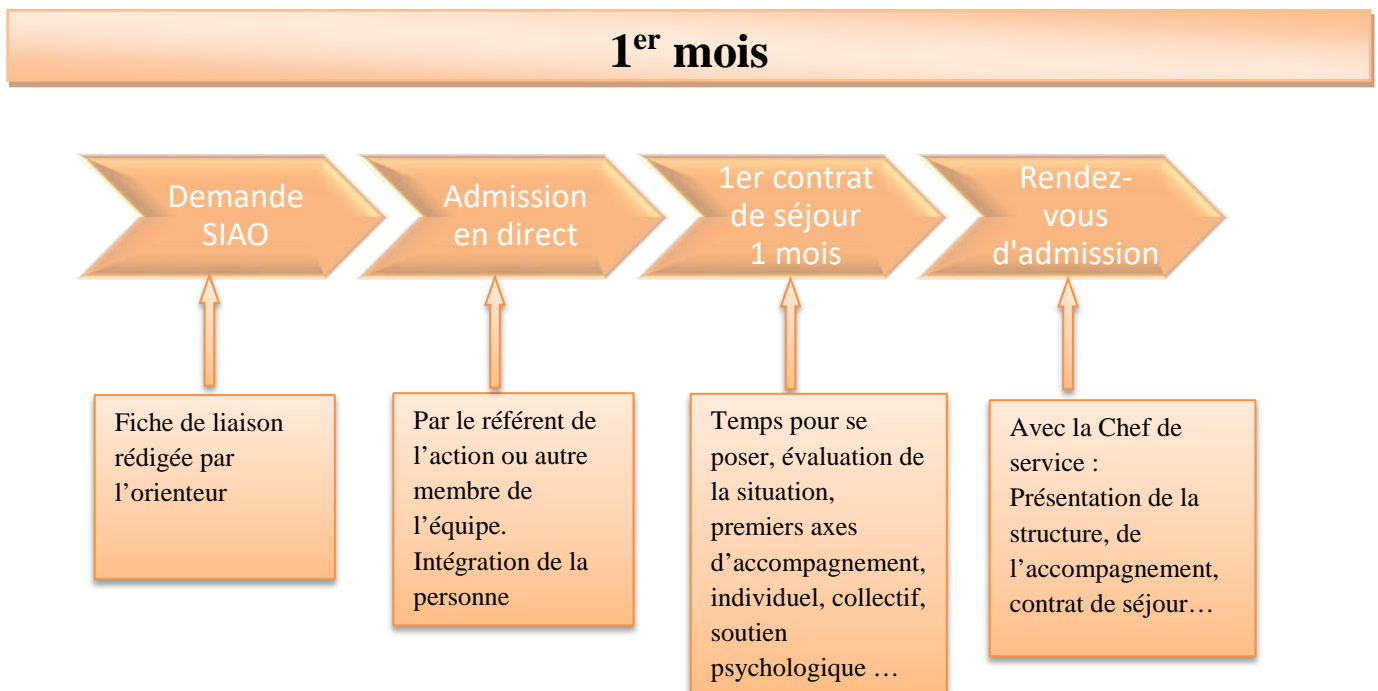
Rapidement, un contrat d'accueil qui formalise l'hébergement et sa durée d'un mois est signé avec la personne. Dans le cas où la personne a un référent social, un premier contact est pris pour l'informer de l'accueil et recenser les démarches antérieures effectuées.

Les actions collectives sont proposées dès l'entrée afin de faciliter l'intégration des personnes et de favoriser le lien social.

A l'échéance d'un mois, un rendez-vous est mis en place avec la Chef de service pour officialiser et prolonger l'accompagnement.

Il n'est pas demandé de participation financière le premier mois. Toutes les prestations sont accessibles gratuitement.

Le premier rendez-vous avec la Chef de service, en présence de la référente permet de présenter la structure, l'accompagnement global, le principe de l'adhésion. Il s'agit de favoriser le libre choix de la personne.



c. Les axes d'accompagnement en CHRS

L'accompagnement proposé en CHRS répond aux besoins de la personne accueillie et donc dans le cas présent de la femme victime de violences hébergée. Les axes d'accompagnement peuvent se décliner comme suit :

➤ La mise à l'abri :

La première action menée en CHRS est la mise à l'abri par un hébergement, qu'il soit collectif ou dans le diffus. Dans le cadre des places en CHRS du Mas Saint Vincent, la mise à l'abri de la femme victime de violences implique également une mise en sécurité face aux dangers encourus.

➤ **L'aide alimentaire, matérielle et/ou financière :**

Le CHRS soutient les personnes accueillies par le biais d'aides alimentaires, matérielles et/ou financières. Ces aides sont octroyées selon des critères prédéfinis, la première vocation de la structure étant l'autonomisation du public notamment par l'accès à des ressources financières.

Alimenter : les logements dans lesquels seront hébergées les personnes accueillies sont tous équipés d'une kitchenette permettant la préparation de repas. De plus, des ateliers collectifs, auxquels pourra participer le public du CHRS, relatifs à la préparation de repas équilibrés, seront animés régulièrement dans la cuisine équipée de la structure.

Ils ne pourront avoir lieu dans l'immédiat en raison de la crise sanitaire, mais seront mis en place dès que possible.

Si la personne hébergée ne dispose pas de ressources lui permettant l'achat de denrées alimentaires, des colis alimentaires pourront lui être fournis dans le cadre d'un partenariat avec la Banque alimentaire.

Aide financière : les personnes accueillies ne percevant aucune ressource pourront bénéficier d'une aide financière en fonction de la composition familiale (à titre indicatif, 30 euros par mois pour une personne seule). Cette aide permettra dans l'attente d'éventuelles ouvertures de droits, de palier à leurs besoins.

Aide matérielle : l'Association mettra à disposition des personnes accueillies un ordinateur se trouvant dans la salle commune situés au rez-de-chaussée du bâtiment C. Une imprimante permettant la numérisation et l'impression de documents est également mise à leur disposition.

Des prêts de matériel de puériculture ou jeux pour enfants sont possibles.

De plus, le Mas Saint Vincent proposera une connexion internet en wifi.

➤ **Construire un parcours de vie à partir d'un projet personnalisé co construit avec la personne**

Le terme « projet personnalisé » témoigne explicitement de la prise en compte des attentes de la personne et englobe la question de l'individualisation. Il permet également d'inclure différents volets plus spécifiques dont il organise l'articulation (volet éducatif, pédagogique, de soins...).

Le travail des professionnels consiste à : aider la personne à affiner sa compréhension de sa situation, exprimer ses attentes et construire avec elle le cadre d'un accueil et d'un accompagnement personnalisé.¹³

L'équipe pluridisciplinaire tient à personnaliser et à individualiser chaque fois que possible l'accompagnement proposé à chaque personne accueillie. Cette personnalisation commence par l'élaboration de ce projet par et avec la personne. Elle se poursuit par des bilans selon les mêmes modalités.

Le projet personnalisé a pour finalité de co-déterminer les axes de l'accompagnement de la personne accueillie durant son séjour en s'appuyant sur ses compétences et en levant ses freins. Il est explicité dès l'entretien de pré admission.

¹³ Recommandation de l'ANESM « les attentes de la personne et le projet personnalisé »

Il s'agit de :

- ✓ Faire émerger et prendre en compte la parole de l'individu
- ✓ Faire émerger un désir pour soi
- ✓ Parler de la personne, de sa place dans l'instant, de sa place au sein de la structure
- ✓ Rencontrer la personne, faire connaissance, laisser la personne s'exprimer
- ✓ Mettre des mots, aborder :
 - L'être / la rencontre
 - L'histoire de vie
 - Les blocages
 - La relation d'accompagnement.
- ✓ S'appuyer sur la symbolique de l'engagement mutuel dans l'accompagnement par la signature conjointe de l'outil projet personnalisé et du bilan.
- ✓ Définir une temporalité qui s'articule avec les renouvellements de l'admission à l'aide sociale et/ou des contrats de séjour.

Par cette démarche, l'individu est donc acteur de son projet et on observe un aspect de contractualisation puisque le projet va être un engagement volontaire de deux parties : l'institution et la personne elle-même. Un des principes à l'origine de cette démarche est de générer du mouvement, de la vie.

L'élaboration du projet personnalisé est un processus qui s'inscrit dans le parcours de la personne en prenant en compte son environnement et son parcours de vie.

Ce processus s'appuie sur 3 documents :

- Un formulaire « Réflexion sur votre projet personnalisé » remis à la personne. Ce document a été élaboré à partir des prestations qu'un CHRS peut mettre en place pour répondre aux besoins spécifiques du public reçu. La personne peut répondre aux thématiques seule, à partir d'une feuille blanche ou en remplissant ce document. Elle peut également être accompagnée à cette réflexion et à la rédaction.
- Un formulaire pour finaliser la rédaction du projet, rédigé par le référent et la personne, daté et signé par la personne, le référent, la Chef de service.
- Une feuille bilan, non formalisée mais datée et signée en préalable à la rédaction de nouveaux axes du projet si cela est nécessaire. S'il n'est pas nécessaire de redéfinir un projet total, quelques axes peuvent être formalisés à partir de la feuille bilan. Le bilan est daté et signé par la personne, le référent, le Chef de service.

➤ L'Accompagnement dans ses différentes déclinaisons

L'autonomisation : la recherche de l'autonomie de la personne accueillie est un objectif de l'accompagnement nécessaire pour envisager un relogement. Dans le cas de l'accompagnement d'une femme victime de violence, l'autonomisation est souvent un travail important puisqu'il passe par une reprise de confiance en soi. Il s'agit pour le travailleur social de favoriser le développement du pouvoir d'agir de la personne, quel que soit l'axe de l'accompagnement.

La régularisation de la situation administrative : la régularisation de la situation administrative est souvent une étape dans l'accompagnement. Elle peut concerner le service des

impôts, les services de la préfecture, l'Office Français Protection Réfugiés Apatrides (OFPRA) ou encore les ambassades.

L'ouverture des droits : un diagnostic de la situation de la personne permet d'identifier les droits pouvant être ouverts, s'ils ne le sont pas déjà. Ces démarches pouvant lui permettre de percevoir des ressources, elles sont très rapidement étudiées :

Auprès de la CAF (Revenu de Solidarité Active [RSA], Allocations familiales), de la CPAM (Aide Complémentaire Santé [ACS], Pension d'invalidité), de Pôle emploi (Aide de Retour à l'Emploi [ARE]) ou encore de la MDPH (Aide aux Adultes Handicapés [AAH]) ...

L'accompagnement juridique : le travailleur social peut être amené à informer la femme accueillie en CHRS d'un point de vue juridique, notamment sur la question des violences subies. Il peut également être amené à réaliser des documents de type demande d'aide juridictionnelle ou constitution de dossier de surendettement. Enfin, la personne accueillie peut être accompagnée dans diverses procédures (divorce, droit de garde, litige avec ancien employeur, recours du Droit Au Logement Opposable (DALO), violences conjugales...). Des orientations vers nos partenaires (avocat, Service PARENTHÈSE, Bureau d'aide aux victimes...) seront effectuées en raison de la problématique des violences subies.

L'insertion professionnelle : générant des ressources, elle facilite le relogement. Celle-ci est donc travaillée avec l'aide de divers partenaires spécialisés dans l'accompagnement au retour à l'emploi. Il peut être mis en œuvre des bilans de compétence, l'élaboration de Curriculum Vitae, l'inscription à des formations, ou encore l'orientation vers des chantiers d'insertion ou ateliers.

La parentalité : le soutien à la parentalité est mis en œuvre lorsque le parent accueilli ressent une difficulté dans l'éducation de son enfant et/ou lorsque l'équipe perçoit les dites difficultés. Ce soutien peut se matérialiser par l'accompagnement dans l'organisation de la gestion du quotidien, l'accès à des activités l'inscription à l'école... Cet accompagnement peut impliquer, le cas échéant, une étroite collaboration avec les services d'Action Educative en Milieu Ouvert (AEMO).

L'espace « Parent-Enfant » de l'Association proposera aux femmes accueillies au Mas Saint Vincent différents ateliers en lien avec la parentalité.

La santé : une partie du public souffre de pathologies psychologiques et/ou physiques. Ce public souvent en grande précarité, doit réapprendre à se soigner. Les femmes victimes de violences en raison de leur vécu peuvent souffrir de divers traumatismes physiques ou psychologiques nécessitant un accompagnement. Diverses orientations peuvent être faites notamment en Centre Médico-Psychologique (CMP), en Centre médico-psycho-pédagogique (CMPP) ou en Service d'Accompagnement Médico-Social d'Adultes Handicapés (SAMSAH).

L'insertion sociale : un travail sur l'insertion sociale peut être nécessaire avec un public qui a longtemps été exclu. Il s'agit entre autres de favoriser la reprise d'un lien social par diverses interventions notamment des ateliers collectifs, l'accès à la culture...

La gestion budgétaire : l'apprentissage de la gestion du budget peut être l'un des axes d'accompagnement, plus particulièrement pour une personne n'ayant plus eu la charge d'un loyer depuis longtemps, ou bien une personne n'ayant jamais géré de budget.

Les violences subies par ces femmes sont parfois économiques, ce qui nécessite de les accompagner sur la question de la réappropriation de ressources propres.

La recherche de logement et le relogement : ce sont les deux axes prioritaires de l'accompagnement en CHRS. En effet, la finalité de l'accompagnement en CHRS reste le relogement définitif de la personne accueillie, celui-ci est donc abordé dès l'entrée de la personne. La préparation au relogement, celui-ci devant être adapté à la situation de la femme accueillie (éloignement du logement conjugal...) et à l'appropriation de ce logement signifiant une nouvelle étape dans le nouveau projet de vie de la personne.

L'installation dans un logement : l'entrée dans un logement autonome, l'installation et l'aménagement du logement, sont souvent source de stress pour la personne accueillie en CHRS, hébergée depuis un certain temps. Le professionnel soutiendra l'usager dans les différentes démarches nécessaires à son installation (ouverture de compteur, achat de mobilier, changement d'adresse...). A l'occasion de la sortie du dispositif CHRS, un travail d'articulation avec le travailleur social orienteur ou du secteur de relogement permettra que le lien soit conservé une fois l'accompagnement en CHRS terminé.

d. La durée d'hébergement

Tout comme en CHU aucune durée d'hébergement n'est prévue par les textes. Les textes référencés (*voir supra*) s'appliquent également à l'hébergement en CHRS. Le principe de continuité doit donc être respecté. Cependant, le contrat d'aide sociale conclu avec les services de la Direction départementale de l'emploi du travail et des solidarités (DDETS) et le contrat de séjour seront formalisés pour une durée de trois mois (sauf exception) et renouvelable une fois.

e. La participation financière

Une participation financière sera demandée pour toutes personnes accueillies percevant des ressources.

Le montant de cette dernière est défini comme suit :

Nombre de personnes hébergées	Montant de la redevance mensuelle
1 personne à 2 personne	15 % des ressources
3 personnes et plus	10 % des ressources

Une participation financière symbolique est demandée à hauteur de :

- 5 euros par mois pour le WIFI
- 1 euros par machine à laver.

Cette participation est un premier pas vers la préparation aux charges de la vie courante des résidents. Elle a pour effet, d'habituer les personnes hébergées aux paiements en contrepartie de prestations, en vue d'un travail sur la gestion budgétaire nécessaire dans un processus de relogement.

En l'absence de ressource, aucune participation ne sera demandée.

4. Les actions collectives du Mas Saint Vincent

Depuis sa création, l'Association est convaincue que le collectif est un mode d'accompagnement qui produit des effets particulièrement réparateurs pour des personnes ayant un vécu compliqué et ayant souffert d'isolement. Les échanges entre les personnes, dès lors qu'ils sont favorisés par une attitude bienveillante de l'animateur, leur permettent de réaliser qu'elles ne sont pas seules à avoir été victime, ce qui peut avoir un effet déculpabilisant, et de partager des expériences et des compétences qu'elles peuvent acquérir et/ou redécouvrir à cette occasion.

Articulée avec l'accompagnement individuel, l'action collective permet également de favoriser l'autonomisation du public en vue d'un relogement plus rapide.

C'est dans cet objectif que l'Association développe de nombreuses actions collectives.

La Maîtresse de maison du Mas Saint Vincent aura un rôle important dans cette dimension collective en animant, par exemple :

→ Des ateliers entretien du logement et du linge :

La Maîtresse de maison pourra accompagner les résidentes à appréhender les notions d'hygiène quotidienne et ainsi adopter une meilleure hygiène de vie. Ces ateliers collectifs pourront être complétés par des temps individuels durant lesquels la Maîtresse de maison laissera la résidente s'exprimer librement et sans jugement.

→ Des ateliers préparation de repas collectifs :

La notion d'équilibre alimentaire pour les adultes et pour les enfants est un sujet important à aborder dans le cadre de l'accompagnement mis en place. Des ateliers seront proposés par la Maîtresse de maison dans l'objectif de favoriser la santé de toute la famille. Ce type d'action permet également de travailler indirectement sur la parentalité : apprendre à nourrir son enfant en fonction de ses besoins mais aussi cuisiner en famille...

La dimension collective de ces ateliers et la prise de repas en commun ont par ailleurs pour fonction de favoriser le lien social, dimension importante pour des femmes qui ont souvent été isolées par le conjoint violent.

Ce travail s'articulera avec un accompagnement à la gestion du budget dans le cadre des achats alimentaires.

D'autres temps pourront être mis en place par le travailleur social de la structure et/ou en coanimation avec la Maîtresse de maison afin de favoriser le développement de compétences et le partage de savoirs, d'encourager l'expression et le partage d'idées. Les actions ci-dessous menées à la Maison de Jouan sont présentées à titre d'exemple :

→ Le « Café discussion » ou « Afterwork »

Il s'agit un espace d'échanges et de libre expression, qui permet de rendre les résidents acteurs de la vie de la structure, de rompre l'isolement et de créer du lien. C'est un outil d'expression des usagers qui permet d'aborder des sujets de société mais également de la vie quotidienne et de développer ou de partager ainsi sa connaissance du monde. Le rôle des intervenantes est de favoriser l'expression, de savoir libérer la parole et faire en sorte que chacun respecte la place de l'autre. Il a lieu le matin autour d'un café ou en début de soirée autour de cocktails de fruits.

→ Des actions nutrition santé positive

L'accompagnement à la santé, mené de façon collective, passe entre-autres par la question de l'alimentation qui peut être un réel sujet de difficultés pour les personnes ayant de faibles ressources. Le parcours « OPTI COURSES » coanimé avec le CODES 06 permet d'agir sur de mauvaises habitudes de consommation :

« Ce programme a pour objectif d'améliorer les capacités d'arbitrage en situation d'achat alimentaire, en matière de qualité nutritionnelle/prix, pour des personnes soumises à des contraintes financières. Les évaluations quantitative et qualitative de celui-ci ont mis en évidence des modifications significatives du type d'aliments achetés, des stratégies d'achats et des pratiques culinaires des participants ».¹⁴

Il consiste en la mise en place de :

- Trois temps de réunion pour les équipes de professionnels de la structure (présentation du programme, préparation de l'animation, phase de bilan)
- Quatre ateliers participatifs auprès du public.
- Une rencontre de bilan à 3 mois

Enfin, la volonté de l'Association étant la mixité des publics, les personnes accueillies pourront participer aux actions collectives de la Maison de Jouan dont **L'Espace Parents/Enfants**.

C'est un espace de rencontre et d'échanges. Il a pour vocation de proposer un dispositif d'actions complémentaires visant à accompagner et à promouvoir les compétences parentales. Objectifs de l'action :

- ⇒ Soutenir la parentalité en valorisant les compétences des parents et des enfants et en favorisant le partage d'expériences en présence d'une équipe pluridisciplinaire
- ⇒ Favoriser l'échange/la relation parents-enfants à travers le jeu comme outil de médiation
- ⇒ Offrir un espace de socialisation pour les 0-3 ans
- ⇒ Proposer un espace de rencontres et d'échanges qui permet de rompre l'isolement dans lequel peuvent se retrouver les familles en situation de précarité
- ⇒ Encourager les parents à consacrer du temps à leurs enfants durant cet espace mais aussi au domicile
- ⇒ Proposer des conseils relatifs à la parentalité, échanger sur le quotidien, les préoccupations mais aussi rassurer les parents afin de renforcer leur confiance et ainsi leur permettre d'offrir un cadre plus sécurisant à leurs enfants
- ⇒ Aider à préparer la séparation d'avec le milieu familial en vue par exemple de l'entrée en collectivité
- ⇒ Prévenir les situations à risques, les éventuelles carences au travers de l'observation des professionnelles
- ⇒ Développer les compétences psychosociales des enfants

L'équipe met également en place des accompagnements vers des actions extérieures de soutien à la parentalité.

L'Espace Parents/Enfants se déroule au sein de la Maison de Jouan tous les quinze jours. La grande salle collective est aménagée pour mettre en place cette action. Les parents et leurs

¹⁴ Source : site du CODES 06

enfants sont accueillis entre 9h30 et 11h30 et des jeux adaptés à l'âge des enfants sont mis à leur disposition.

Les familles sont accueillies dans un cadre bienveillant et sécurisant. Les professionnelles ont à cœur de mettre à l'aise chaque enfant et chaque parent afin qu'ils puissent s'y sentir bien.

Durant ces temps de jeu, les professionnelles peuvent rebondir sur ce qui se passe, interroger certaines réactions ou gestes, sans jugement, en privilégiant toujours un changement dans la situation plutôt qu'un discours.

Afin d'encourager les parents à partager des activités avec leurs enfants, des sorties extérieures sont organisées.

D. La participation de la personne accueillie

Au-delà des principes de la loi du 2 janvier 2002 qui prévoit l'obligation pour les Établissements de mettre en place des modalités de consultation et de participation des personnes accueillies à la vie de la structure, l'Association met un point d'honneur à s'appuyer sur l'avis et sur les propositions des personnes pour créer ou faire évoluer ses actions.

Cette volonté est mise en œuvre de multiples façons :

Les personnes hébergées sont représentées au sein du Conseil d'administration d'ALFAMIF. Des tables rondes sont organisées dans le cadre de l'évaluation interne afin que le public participe à la démarche d'évaluation de la qualité des prestations.

Des espaces de parole sont mises en œuvre régulièrement (Cf. le café discussion).

Des temps d'évaluation des actions collectives avec les participants permettent de recueillir leur degré de satisfaction ainsi que leurs propositions soit d'amélioration, soit de nouvelles actions. Des réunions « comité de résidents » ou Conseil de vie sociale sont l'occasion de consulter les résidents sur le projet d'établissement, les règles et l'organisation de la vie commune, les projets portés par l'Association...

Ces différents principes seront transposés au Mas St VINCENT.

III. ALFAMIF, UNE ASSOCIATION EN PLEINE ÉVOLUTION

L'Association porte plusieurs projets de développement dans un objectif de :

- Diversifier ses modalités d'accueil et d'accompagnement du public
- Poursuivre son inscription dans la philosophie du logement d'abord
- Asseoir une stabilité financière qui lui permettra d'absorber les économies demandées dans le cadre du CPOM
- Atteindre une taille suffisante pour consolider une masse salariale nécessaire à l'accomplissement de ses missions et conserver, d'une part, la qualité à laquelle l'ensemble des équipes tient et, d'autre part, une réactivité qui répond à l'urgence dans laquelle se trouve le public reçu.
- Monter en compétence et développer des outils innovants

A. L'ouverture d'une Pension de famille

L'Association ALFAMIF porte un projet innovant de Pension de famille dédiée à des parents isolés dont les enfants sont placés en raison d'un cumul de difficultés sociales auprès des services de l'Aide sociale à l'enfance par décision du juge des enfants. L'objectif est de rétablir les liens familiaux et de proposer un projet de retour à une vie en famille le cas échéant, grâce à des actions de soutien à la parentalité. Ce projet occupe une partie du bâtiment de la Maison de Jouan.

L'idée est de mettre en place un véritable parcours de la personne de la rue vers un relogement, du placement de l'enfant au rétablissement de la fonction parentale à part entière, en lien avec les services de l'Aide sociale à l'enfance, incluant des étapes définies avec la personne. Un parcours individualisé, adapté au rythme de la personne, avec des possibilités d'aller-retour dès lors que cela s'avère nécessaire. Pour cela, les actions collectives et notamment de soutien à la parentalité mises en place par l'équipe seront proposées au public de la Pension de famille.

Le projet s'intègre dans l'architecture existante des locaux « Maison de Jouan », sur une partie dédiée du bâti (avenue de la gare) par redéploiement des places de CHRS en diffus. Les espaces collectifs existant sont mutualisés.

La Pension de famille « Maison de Jouan » a récemment ouvert ses portes.

B. La transformation des places du CHU en place CHRS

L'Association a pour objectif de transformer les places du Centre d'Hébergement d'Urgence en places de CHRS.

Ainsi, ces places bénéficieront d'une autorisation de 15 ans permettant de les inclure dans les activités du Pôle Hébergement de façon pérenne.

Le public bénéficiera non plus d'une simple évaluation mais bien d'un accompagnement répondant à ses divers besoins, permettant un relogement stable ou une orientation vers un dispositif adapté.

Cette transformation sera effective en 2022.

Le présent projet se veut donc évolutif.

C. L'aménagement du Mas St VINCENT

Si une partie du bâti a été réhabilitée récemment, le Mas ou bâtiment principal nécessite des travaux de réfection.

La réouverture de la structure sera l'occasion de réfléchir à la destination des différents espaces de ce bâtiment et à leur aménagement même si les éventuelles modifications seront réalisées ultérieurement.

Par ailleurs, des investissements seront nécessaires, le mobilier présent sur cette partie étant particulièrement vétuste.

Les espaces verts pourront être un support à des actions pédagogiques et ludiques pour les parents et les enfants hébergés.

D. Une volonté de mutualiser les ressources internes de l'Association

L'Association qui connaîtra en 2021 une augmentation et une diversification importante de ses activités a fait le choix de mutualiser les ressources de ses différents services. En effet, ALFAMIF gère plusieurs services spécialisés dans plusieurs domaines diversifiés, c'est notamment le cas du Pôle Santé Solidarité qui propose des bilans de santé favorisant l'accès aux soins.

L'expérience dont bénéficie l'actuelle équipe sociale dans l'accompagnement des personnes accueillies en CHRS ou ALT, sera une plus-value considérable dans les évaluations demandées pour les personnes accueillies en CHU.

La montée en compétences de l'équipe sociale étant l'un des objectifs auquel veille l'Association, des formations internes ou externes sont dispensées régulièrement. De plus, les équipes sont invitées à participer à toute conférence, colloque... qui leur permettent de faire évoluer leurs pratiques.

E. ALFAMIF et l'accompagnement au changement

Les changements organisationnels, structurels et fonctionnels mais également les changements des pratiques professionnelles peuvent être particulièrement perturbants pour une institution. ALFAMIF, Association pour laquelle les changements cette année seront nombreux, devra mettre en place des outils permettant l'accompagnement de ces différents changements. L'équipe éducative sera accompagnée et soutenue afin que la qualité de l'accompagnement proposé soit maintenue.

L'Association travaille dès à présent sur des procédures et outils qui seront mis en place pour pallier les conséquences de ces changements.

ANNEXE 1 : LISTE DES PARTENAIRES

LOGEMENT

CASA : HEBERGEMENT - LOGEMENT

AGIS 06

GALICE : SIAO HEBERGEMENT – SIAO LOGEMENT

SOLHA

ERILIA

OPHLM DE CANNES

COTE D'AZUR HABITAT

SOPHIA ANTIPOLIS HABITAT

API PROVENCE

CAP LOGEMENT

SANTÉ

CSAPA ANTIBES

CMP ADULTES / ENFANTS (VALLAURIS – ANTIBES)

ISATIS

CPAM

CENTRE EXAMENS DE SANTÉ

HÔPITAUX

PMI VALLAURIS – ANTIBES

EMPLOI

PÔLE EMPLOI

CAP ENTREPRISE

RÉSINE

REFLÊT

MISSION LOCALE VALLAURIS - ANTIBES

UPI D'ANTIBES

HANDY JOB

ENFANCE/EDUCATION

REAAP 06

ECOLES DE VALLAURIS

CRÈCHES DE VALLAURIS

LAEP

ADRET 06

LOISIRS/CULTURE

CULTURE DU CŒUR

ASSOCIATION LES ENFANTS DE FRANKIE

ASSOCIATION LA RUCHE

MEDIATHEQUES

PROTECTION

MONTJOYE

UDAF

ATIAM

APOGE

SERVICE PARENTHÈSE
PARCOURS DE FEMMES

DROIT COMMUN

CAF 06
CENTRE DES IMPOTS (LE CANNET – ANTIBES)
MSD VALLAURIS - ANTIBES
CCAS VALLAURIS - ANTIBES
MAIRIE VALLAURIS - ANTIBES
ANTENNE DE JUSTICE VALLAURIS - ANTIBES
POLICE NATIONALE VALLAURIS - ANTIBES
POLICE MUNICIPALE VALLAURIS – GOLFE-JUAN

FINANCEURS

DDETS DES ALPES-MARITIMES
CASA
ARS
CONSEIL DÉPARTEMENTAL
CGET
REAAP
CAF
CPAM

STATUTS

SOUS-PREFECTURE
DE GRASSE
ARRIVEE
15 MAI 2011
W2730

Article 1 : TITRE

Il est constitué, entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la Loi du 1^{er} Juillet 1901, ayant pour titre :
Association pour le Logement, la Formation, l'Aide Médicale aux Isolés et Familles. (A.L.F.A.M.I.F.)

Article 2 : OBJET

Cette Association a pour objet :

- L'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation de précarité au regard du logement, par un hébergement temporaire et un accompagnement socio-éducatif ;
- l'accès aux droits et aux soins pour les publics les plus en difficulté, mener des actions de prévention et d'éducation à la santé ;
- La formation, le conseil et l'évaluation des établissements sociaux et médico-sociaux.

Article 3 : SIEGE SOCIAL

Le siège social de l'association est fixé au : 3, Avenue du Midi – 06220 GOLFE-JUAN. Il pourra être transféré par simple décision du Conseil d'Administration.

Article 4 : COMPOSITION

L'association se compose de :

- Membres d'honneur
- Membres actifs
- Membres adhérents
- Membres associés

Article 5 : ADMISSION

Pour adhérer à l'association comme membre actif, il faut être agréé par le bureau, qui statue, lors de chacune de ses réunions, sur les demandes d'admission présentées par un membre actif.

Article 6 : LES MEMBRES

- Sont membres d'honneur, ceux qui ont rendu des services signalés à l'association, ils sont dispensés de cotisation, et sont membres de droit du Conseil d'Administration.



A.L.F.A.M.I.F.

- Sont membres actifs, ceux qui ont pris l'engagement de verser annuellement une cotisation d'un montant fixé chaque année par le Conseil d'Administration.

- Sont membres adhérents, les bénéficiaires des prestations de l'association.

- Sont membres associés, les représentants désignés par les collectivités ou administrations, qui aident l'association, et qui sont acceptés par le bureau. (Les obligations de ces membres, comportent l'engagement de satisfaire aux obligations résultant des Statuts, du règlement de l'A.L.F.A.M.I.F., ils assistent aux travaux du Conseil d'Administration, avec voix consultative)

Article 7 : RADIATION

La qualité de membre se perd par :

- a) La démission
- b) Le décès
- c) La radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour non paiement de cotisation ou pour motif grave

Article 8 : RESSOURCES

Les ressources de l'association comprennent :

- a) Le montant des droits d'entrée et des cotisations
- b) Les subventions de l'Etat, des Départements et des Communes
- c) Les recettes de diverses activités

Article 9 : CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'association est dirigée par un conseil de 7 à 15 membres, élus pour 4 années par l'Assemblée Générale parmi les membres actifs, les membres sont rééligibles, ce Conseil d'Administration choisit parmi eux (au scrutin secret) un bureau composé de :

- Un Président
- Un Vice Président
- Un Secrétaire
- Un Trésorier

(Il peut être désigné un Secrétaire ou Trésorier adjoint)
Le Conseil est renouvelé par $\frac{1}{4}$ tous les ans. Les premières années, les membres sortants sont désignés par le sort.

En cas de vacances, le Conseil pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif par la prochaine Assemblée Générale. Les pouvoirs des membres élus prennent fin à l'époque où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

Article 10 : REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration se réunit une fois au moins tous les six mois, sur convocation du président, ou à la demande de $\frac{2}{3}$ de ses membres.

A.L.F.A.M.I.F.

Les décisions sont prises à la majorité des voix présentes, la voix du Président étant prépondérante.

Tout membre du Conseil qui, sans excuse, n'aura pas assisté à trois réunions consécutives, pourra être considéré comme démissionnaire.

Nul ne peut faire partie du conseil s'il est mineur ;

Article 11 : FONCTIONNEMENT DU CONSEIL ET DU BUREAU

Le Bureau, le Conseil ou les diverses commissions, peuvent s'adjoindre, avec voix consultative, les personnes qui paraissent susceptible de leur apporter le concours de leur compétences.

Les pouvoirs du Conseil d'Administration comprennent :

- L'établissement du règlement intérieur ;
- Procéder à toutes acquisitions ;
- Fixer les salaires ;
- Fixer les orientations de l'association etc ...

Le Bureau :

Le Président assure la régularité du fonctionnement de l'association, il préside les réunions du bureau, du Conseil, de l'Assemblée Générale, dont il assure l'ordre et la police. Il signe tous les actes de la vie civile, et de justice. Il représente l'association.

Il peut déléguer, avec accord du bureau, partie de ses pouvoirs à un agent rémunéré.

Le Vice Président, seconde le Président, et le remplace en cas d'empêchement.

Le Secrétaire est chargé de la rédaction des procès-verbaux, et de l'envoi des convocations.

Le Trésorier assure la surveillance de la comptabilité et des opérations financières, et rend compte au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la situation financière de l'association. Pour l'accomplissement de cette mission, il pourra lui être adjoint en fonction d'un certain seuil de compte résultats et divers postes du bilan un Expert Comptable ou un Commissaire aux Comptes qui présente à l'A.G. ses conclusions.

Article 12 : PERIODE COMPTABLE

L'Exercice comptable de l'association, commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 Décembre.

A.L.F.A.M.I.F.

Article 13 : ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale ordinaire, comprend, les membres d'honneur, les membres actifs, les membres associés (pour les membres adhérents, ils sont représentés par des représentants élus suivant le règlement intérieur).

Quinze jours au moins avant la date fixée, les membres sont convoqués par les soins du secrétaire. L'ordre du jour est indiqué sur les convocations.

Une Assemblée Générale doit avoir lieu tous les ans entre le 1^{er} Janvier et le 30 Avril.

Les votes sont à la majorité plus un des présents ou représentés.

Article 14 : ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

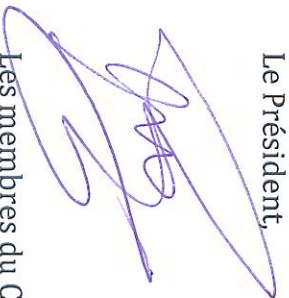
Si besoin est, ou sur la demande du $\frac{3}{4}$ plus un des membres à jour des cotisations, le Président peut convoquer une Assemblée Générale extraordinaire, suivant les formalités prévues par l'article 13.

Article 15 : DISSOLUTION

En cas de dissolution prononcé par les deux tiers au moins des membres présents à l'Assemblée Générale Extraordinaire, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par celle-ci, et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la Loi du 1^{er} juillet 1901. (Le vote par représentation n'étant pas admis dans ce cas)

Fait à Golfe Juan, le

Le Président,



Le Secrétaire Adjoint,



Le trésorier,



Les membres du Conseil d'Administration

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 05/07/2021
Numéro : CC_2021_086
Nature : DE - Deliberations
Objet : Lutte contre les violences conjugales - Gestion du Mas Saint Vincent - Projet social de la structure - Convention de partenariat avec l'ALFAMIF
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : mqBmXHD

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 09/07/2021
Identifiant : 006-240600585-20210705-CC_2021_086-DE

Acte reçu

Date : 05/07/2021
Numéro interne : CC_2021_086
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Lutte contre les violences conjugales - Gestion du Mas Saint Vincent - Projet social de la structure - Convention de partenariat avec l'ALFAMIF
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210705-CC_2021_086-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 3
99_SE-006-240600585-20210705-CC_2021_086-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20210705-CC_2021_086-DE-1-1_3.PDF
99_SE-006-240600585-20210705-CC_2021_086-DE-1-1_4.PDF

N